



# Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

**8676<sup>e</sup>** séance

Mardi 3 décembre 2019, à 10 heures

New York

*Provisoire*

*Présidente :* M<sup>me</sup> Craft . . . . . (États-Unis d'Amérique)

*Membres :*

Afrique du Sud . . . . .	M. Ntsoane
Allemagne . . . . .	M. Schulz
Belgique . . . . .	M. Pecsteen de Buytswerve
Chine . . . . .	M. Wu Haitao
Côte d'Ivoire . . . . .	M. Adom
Fédération de Russie . . . . .	M. Nebenzia
France . . . . .	M <sup>me</sup> Gueguen
Guinée équatoriale . . . . .	M <sup>me</sup> Mele Colifa
Indonésie . . . . .	M. Syihab
Koweït . . . . .	M. Alotaibi
Pérou . . . . .	M. Popolizio Bardales
Pologne . . . . .	M <sup>me</sup> Wronecka
République dominicaine . . . . .	M. Singer Weisinger
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	M <sup>me</sup> Pierce

## Ordre du jour

### La situation concernant l'Iraq

Vingt-quatrième rapport présenté par le Secrétaire général sur l'application du paragraphe 4 de la résolution 2107 (2013) du Conseil de sécurité (S/2019/865)

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 2470 (2019) du Conseil de sécurité (S/2019/903)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 10 h 5.*

### **Remerciements à la Présidente sortante**

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Étant donné qu'il s'agit de la première séance publique du Conseil de sécurité pour le mois de décembre, je voudrais saisir cette occasion pour rendre hommage, au nom du Conseil, à S. E. M<sup>me</sup> Karen Pierce, Représentante permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, pour la manière dont elle a présidé le Conseil de sécurité pendant le mois de novembre. Je suis certaine de me faire l'interprète de tous les membres du Conseil en exprimant notre profonde reconnaissance à l'Ambassadrice Pierce et à son équipe pour le grand savoir-faire diplomatique avec lequel elles ont dirigé les travaux du Conseil le mois dernier.

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **La situation concernant l'Iraq**

#### **Vingt-quatrième rapport présenté par le Secrétaire général sur l'application du paragraphe 4 de la résolution 2107 (2013) du Conseil de sécurité (S/2019/865)**

#### **Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 2470 (2019) du Conseil de sécurité (S/2019/903)**

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de l'Iraq à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes appelées à présenter un exposé à participer à la présente séance : M<sup>me</sup> Jeanine Hennis-Plasschaert, Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Iraq et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq; M. Robert Mardini, Observateur permanent du Comité international de la Croix-Rouge auprès de l'Organisation des Nations Unies; et Mgr Bashar Matti Warda, archevêque d'Erbil.

M<sup>me</sup> Hennis-Plasschaert participe à la séance d'aujourd'hui par visioconférence depuis Bagdad.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2019/865, qui contient le vingt-quatrième

rapport présenté par le Secrétaire général sur l'application du paragraphe 4 de la résolution 2107 (2013) du Conseil de sécurité, et sur le document S/2019/903, qui contient le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 2470 (2019) du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole à M<sup>me</sup> Hennis-Plasschaert.

**M<sup>me</sup> Hennis-Plasschaert** (*parle en anglais*) : Au cours des derniers mois, j'ai régulièrement fait allusion à des questions intérieures urgentes toujours non réglées en Iraq. Aujourd'hui, comme on pouvait sans doute s'y attendre, je vais informer le Conseil de sécurité des manifestations et des troubles civils qui secouent le pays. Déclenchées à l'origine plus particulièrement par les jeunes, ces manifestations leur ont permis d'exprimer leur frustration face aux mauvaises perspectives économiques, sociales et politiques, ainsi que leurs espoirs d'un avenir meilleur, loin de la corruption, des intérêts partisans et de l'ingérence étrangère. Des centaines de milliers d'Iraqiens de tous les milieux sont descendus dans la rue par amour pour leur patrie, insistant sur leur identité iraquienne. Tout ce qu'ils demandent, c'est un pays à même de donner toute la mesure de son potentiel au profit de tous ses citoyens.

Toutefois, ils paient un prix inimaginable pour faire entendre leur voix. Depuis le début du mois d'octobre, plus de 400 personnes ont été tuées et plus de 19 000 autres ont été blessées. Nous commémorons les disparus et leur rendons hommage, mais leurs idéaux et leurs revendications demeurent plus vivants que jamais. L'un des manifestants m'a dit très clairement qu'il préférerait ne pas vivre du tout plutôt que de vivre sans dignité et sans liberté. Voilà l'objet de ces manifestations. La semaine dernière, je me suis rendue dans un hôpital à Bagdad et j'ai rencontré un garçon de 16 ans qui avait été grièvement blessé par des éclats d'obus. Sa mère dit que l'absence totale de perspectives d'avenir rend les adolescents du pays désespérés et qu'elle les fait réfléchir et agir comme des personnes d'au moins deux fois leur âge. Son fils n'a que 16 ans, mais 16 années à attendre que les dirigeants politiques tiennent leurs promesses, c'est très long.

Ces jeunes ne se souviennent pas à quel point la vie était horrible pour de nombreux Iraqiens à l'époque de Saddam Hussein. En revanche, ils sont tout à fait conscients de la vie qui leur a été promise après Saddam Hussein et, grâce au pouvoir de la connectivité, ils savent parfaitement qu'un avenir meilleur est possible. J'ai souvent dit qu'on ne peut juger de la situation actuelle sans la replacer dans le contexte du passé de l'Iraq, et

c'est vrai. Ce que nous observons actuellement, c'est un mécontentement accumulé au fil des ans, à cause de l'absence de progrès.

Après des années, voire des décennies de conflits et de luttes sectaires, un nouveau sentiment de patriotisme s'est installé et est incarné par ce garçon de 16 ans que j'ai vu à l'hôpital, ainsi que par ses nombreux frères et sœurs qui manifestent en Iraq. Certains Iraquiens bien connus parlent de bataille d'une nation. Je tiens à souligner que tout pays prospère doit accepter avec enthousiasme le potentiel de ses jeunes. Cela est d'autant plus important en Iraq, qui a une population particulièrement jeune.

Les événements ont dégénéré dès le premier soir des manifestations, les autorités ayant immédiatement fait un usage excessif de la force. Les nombreuses pertes en vies humaines, les multiples blessés et les violences, conjugués à une longue période de promesses non tenues, ont provoqué une crise de confiance. Le Gouvernement a annoncé toute une série de réformes portant sur des questions telles que le logement, le chômage, le soutien financier et l'éducation, mais celles-ci sont souvent perçues comme irréalistes ou comme étant trop peu, trop tard.

De plus, l'enquête menée par le Gouvernement sur les violences commises au début du mois d'octobre est considérée comme incomplète, même si c'était une démarche positive. Qui endommage les infrastructures des médias, tire sur des manifestants pacifiques et enlève des militants de la société civile? Qui sont ces hommes masqués, ces tireurs d'élite non identifiés? Je constate que des mandats d'arrêt ont été émis, mais je voudrais rappeler que les auteurs doivent rendre pleinement des comptes pour leurs actes. Rien ne saurait justifier les nombreux meurtres et les blessures graves de manifestants pacifiques. Pourtant, c'est précisément ce que nous constatons depuis le 1<sup>er</sup> octobre. Le Gouvernement a revu les règles d'engagement afin de réduire au minimum le recours à la force létale et en effet, nous avons constaté qu'il y avait plus de retenue au début de la deuxième vague de manifestations, notamment à Bagdad.

Cependant, la dure réalité est que les tirs à balles réelles persistent, que les dispositifs non létaux - tels que les grenades lacrymogènes - continuent d'être utilisés de manière abusive, causant d'horribles blessures ou entraînant la mort, que des arrestations et des détentions illégales continuent d'avoir lieu, de même que les enlèvements, les menaces et les intimidations. J'en veux pour exemple les événements qui se sont produit

récemment à Nassiriyé et à Najaf. Par conséquent, je tiens à rappeler qu'il importe de garantir le respect des droits fondamentaux, en premier lieu le droit à la vie, mais aussi le droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'expression. En outre, je tiens à rappeler, une fois de plus, que la pleine application du principe de responsabilité et la justice à tous les niveaux sont d'une importance fondamentale. Par ailleurs, il est également important de signaler l'interdiction d'accès aux médias, à Internet et aux médias sociaux, qui renforce le sentiment au sein de la population que les autorités ont quelque chose à cacher. Lutter contre les discours de haine ne signifie pas restreindre ou supprimer la liberté d'expression.

L'ingérence de différentes influences qui essaient de prendre le contrôle des manifestations pacifiques est une autre source de vives préoccupations. Les actes de violence d'inspiration politique, commis par des gangs ou résultant de loyautés extérieures risquent de placer l'Iraq sur une trajectoire dangereuse, et sèment le chaos et la confusion - notamment en provoquant de nouvelles pertes en vies humaines et la destruction de biens publics et privés. Ces actes portent gravement atteinte aux revendications légitimes du peuple iraquien, compliquent le travail des forces de sécurité et servent cyniquement de prétexte à l'inaction politique, voire d'excuse pour légitimer une répression violente des manifestations pacifiques en invoquant toutes sortes de complots.

Je veux être parfaitement claire : la grande majorité des manifestants sont de toute évidence pacifiques, des hommes et des femmes ordinaires à la recherche d'une vie meilleure. Je tiens à rappeler qu'il incombe au premier chef à l'État de protéger sa population. Autrement dit, toute forme de violence est inacceptable et ne doit pas détourner l'attention des appels légitimes aux réformes. Cela ne ferait que nuire davantage à l'État et fragiliser la confiance du public qui est déjà gravement affaiblie, ce qui réduirait davantage la capacité du Gouvernement à effectuer des réformes. Malheureusement, cette capacité diminue chaque fois qu'un manifestant pacifique est tué ou blessé.

Le fardeau du passé de l'Iraq et la gravité des problèmes actuels entraveraient certainement la capacité de tout gouvernement à agir, et à agir rapidement. Cependant, ces manquements datent de longtemps. Je voudrais donner quelques exemples.

Premièrement, les appels à la réforme électorale se font entendre partout en Iraq. Les Iraquiens appellent

à une gestion indépendante et impartiale des élections et à des changements dans le système électoral afin de rapprocher les électeurs de leurs candidats et de faire en sorte que leurs représentants élus soient dûment tenus de rendre compte de leur action.

Deuxièmement, s'agissant de la corruption omniprésente, nous avons entendu beaucoup de discours et de promesses, mais nous n'avons guère vu de résultats concrets. Les responsables politiques doivent prêcher par l'exemple, notamment en communiquant à la population des informations sur leur patrimoine et en abolissant les soi-disant fonctions économiques. Je ne saurais trop insister sur le fait que les efforts de lutte contre la corruption en Iraq joueront un rôle clef pour libérer l'immense potentiel social, économique et politique du pays. Si des progrès dignes de ce nom ne sont pas réalisés dans ce domaine, nous risquons de stagner dans presque tous les autres domaines. L'une des principales revendications des manifestants à cet égard est un environnement propice à l'emploi et à la croissance. Il s'agit d'un des meilleurs moyens de se prémunir contre les troubles et les conflits, mais très peu a été fait concrètement.

Il y a environ trois semaines, suite à des consultations avec tout un éventail d'Iraqiens, y compris les manifestants et les autorités, nous avons proposé un certain nombre de mesures pour avancer. Par ailleurs, d'autres initiatives visant à favoriser le dialogue sont en cours ou seront lancées bientôt. Toutefois, pour que ce dialogue – cette tentative pacifique –, aboutisse, les manifestants ont posé des conditions claires : il faut mettre fin aux effusions de sang, aux enlèvements et aux arrestations illégales. En outre, il est clair que si les responsabilités ne sont pas dûment établies et si justice n'est pas faite, il sera quasiment impossible de convaincre la population que les dirigeants politiques sont sincèrement disposés à effectuer des réformes véritables. Même si je suis consciente qu'un mouvement collectif de manifestants n'a pas obligatoirement un chef de file, une certaine structure et une certaine coordination de la part des manifestants pacifiques s'avérera également d'une grande importance.

La démission du Premier Ministre a été acceptée par le Parlement dimanche dernier. Aujourd'hui, le Président du Parlement devrait demander au Président de désigner un nouveau Premier Ministre, dans un délai de 15 jours. Ensuite, le Premier Ministre désigné devra former un gouvernement dans un délai de 30 jours. Pendant que les pourparlers au sujet du Premier Ministre

désigné se poursuivent entre les dirigeants politiques, je tiens à souligner l'urgence de la situation actuelle. Les dirigeants politiques n'ont pas de temps à perdre et doivent être à la hauteur de la situation. De plus, ils devront être honnêtes avec la population et proposer de véritables solutions, au lieu d'en laisser le soin à un Premier Ministre qui n'a que peu ou pas de soutien. J'ai toujours insisté sur le fait qu'un gouvernement ne peut agir seul. C'est une responsabilité collective que doit assumer l'ensemble de la classe politique.

Qu'il me soit permis d'évoquer brièvement un autre dossier important, à savoir les relations entre Bagdad et Erbil. Comme je l'ai déjà dit dans des exposés précédents, il est certain que les relations s'améliorent, et c'est une bonne nouvelle. Toutefois, je dois répéter qu'à ce jour, cela ne s'est pas traduit par de réelles avancées sur le terrain. À Sinjar, notre action humanitaire continue de faire l'objet de graves restrictions. Erbil et Bagdad ont le devoir de mettre en place une administration unifiée et des structures de sécurité stables. Leur incapacité actuelle à s'entendre ne peut plus être justifiée ni tolérée.

Un autre sujet de préoccupation est la situation qui prévaut dans la province de Dahouk. Plus de 16 000 réfugiés syriens y sont arrivés à ce jour et il continuent d'en arriver au fil des jours. Alors que le conflit syrien est entré dans sa neuvième année, nous ne nous attendions pas à ouvrir de nouveaux camps de réfugiés en Iraq. N'oublions pas que ces derniers viennent s'ajouter aux 250 000 Syriens déjà accueillis dans la région kurde.

Tandis que les manifestations sont au centre de notre attention, nous ne devons pas oublier le legs de la lutte qui a été menée contre l'État islamique d'Iraq et du Levant. À l'heure où nous parlons, une nouvelle catastrophe se prépare. J'ai dit à maintes reprises que la situation dans des camps comme celui de Hol n'est pas tenable. Les menaces transnationales exigent une action collective, mais, en lieu et place, nous constatons un manque de réflexion franchement choquant et à long terme de la part de la communauté internationale.

Je voudrais en venir maintenant à la question des Koweïtiens et nationaux d'États tiers portés disparus et des biens koweïtiens disparus, notamment les archives nationales. Malgré la crise interne, il m'est agréable d'annoncer que le 27 octobre l'Iraq a remis environ 200 000 livres appartenant à la Bibliothèque nationale et à l'Université du Koweït. Je voudrais également saluer le travail difficile mené par les experts médico-légaux koweïtiens dans le cadre du processus d'identification

en cours des restes humains découverts au début de l'année dans le désert de Samaoua. J'espère sincèrement que ces efforts permettront bientôt de soulager quelque peu certaines familles.

Je voudrais dire un dernier mot sur les manifestations en cours en Iraq. Le pays est à la croisée des chemins. Lors de ma rencontre avec le grand ayatollah Ali Al-Sistani, celui-ci s'est dit inquiet que les acteurs pertinents ne soient pas assez sérieux s'agissant de mettre en oeuvre de véritables réformes. Il a ajouté qu'on ne pouvait pas revenir à la situation d'avant les manifestations, ce qui est on ne peut plus vrai. Dans le même temps, les manifestants semblent déterminés à persévérer tant que leurs revendications ne seront pas satisfaites. La situation ne peut pas être réglée et ne le sera pas en essayant de gagner du temps avec des solutions de fortune et des mesures coercitives - une telle approche ne fera qu'attiser la colère et approfondir la méfiance du public. Promouvoir des intérêts partisans, décrédibiliser ou réprimer violemment des manifestants pacifiques ne sont pas du tout des stratégies. Rien n'est plus préjudiciable qu'un climat de colère et de peur.

Nous ne devons pas permettre que l'histoire se répète. De toute crise, des possibilités nouvelles et importantes peuvent émerger. L'Iraq n'est absolument pas une cause perdue - loin de là. Il possède un potentiel énorme. Le défi consiste à saisir cette occasion et à édifier un Iraq souverain, stable, inclusif et prospère. C'est le moment d'agir. Les grands espoirs que nourrissent tant d'Iraqiens appellent une réflexion audacieuse et tournée vers l'avenir.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je remercie M<sup>me</sup> Hennis-Plasschaert de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Mardini.

**M. Mardini** (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, de cette occasion qui m'est donnée de présenter un exposé au Conseil aujourd'hui. Nous remercions aussi le Koweït des efforts qu'il a déployés pour que le dossier des personnes disparues soit un sujet d'importance au sein du Conseil, ainsi qu'aux fins de la rédaction de la première résolution portant sur les personnes disparues dans les conflits armés – la résolution 2474 (2019), adoptée en juin.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) préside la Commission tripartite depuis sa création en 1991. Peu de temps après le conflit, l'Iraq, le Koweït et les membres de la coalition – l'Arabie saoudite, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis – ont créé la

Commission pour retrouver les personnes disparues. Aujourd'hui, la Commission et son Sous-Comité technique, de concert avec la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq, en tant qu'observatrice, et le CICR en tant que Président, visent à retrouver la trace des personnes toujours portées disparues et à apporter des réponses aux familles.

Il y a à peine un peu plus d'une année, le CICR a présenté au Conseil des informations actualisées sur le travail de la Commission tripartite et du Sous-Comité technique (voir S/PV.8324). Nous avons indiqué que depuis la création de la Commission tripartite, nous avons déjà aidé à rapatrier plus de 75 000 citoyens, détenus civils et prisonniers de guerre. Depuis 2003, date à laquelle les fouilles sur des sites d'inhumation ont commencé en Iraq et par la suite au Koweït, les restes de 275 personnes en Iraq et 98 autres au Koweït ont été découverts. Au total, 1 080 dossiers concernant des personnes disparues restent ouverts dans le cadre du Mécanisme, dont 371 portées disparues par le Koweït, 700 par l'Iraq et neuf par l'Arabie saoudite.

Aujourd'hui, je suis heureux de confirmer que, pour la première fois en 14 ans, des restes de Koweïtiens ont été retrouvés. Ces restes ont été découverts dans la province de Muthanna, en Iraq, en mars. Les membres du Mécanisme, aidé par le CICR, effectuent des travaux d'excavation depuis 2003, en Iraq comme au Koweït. Avant cela, la dernière fois que l'exhumation de restes humains a été fructueuse c'était en 2011. Il s'agissait de restes d'Iraqiens retrouvés au Koweït. Depuis huit ans on a découvert aucune dépouille ni aucun site d'inhumation, et 14 années se sont écoulées depuis la dernière fois qu'ont été retrouvés des restes de Koweïtiens.

Nous avons réalisé une percée cette année avec de nouvelles informations qui ont permis l'identification de deux charniers contenant probablement les restes de citoyens koweïtiens. Cette percée a été rendue possible pour une part grâce aux recommandations et aux conclusions du « Projet d'examen » du CICR, parachevé en juillet 2017. Grâce à ce projet, le CICR a établi un bilan de la situation en faisant appel à des experts et des spécialistes en criminalistique, et formulé des recommandations pour les travaux futurs. Le rapport et les recommandations du Projet d'examen ont été adoptés par la Commission tripartite en décembre 2018 et sont depuis utilisés pour guider le travail effectué sur le terrain et depuis le Siège et permettre des avancées



dans la recherche et la découverte des restes des personnes disparues.

Les informations fournies par les témoins, l'analyse des images satellites et plusieurs précédentes missions d'exploration nous ont conduits à Samaoua, dans la province de MOUTHANNA. C'est là où a eu lieu la percée et c'est là où des restes humains ont été exhumés en mars. En août, les autorités irakiennes ont remis 46 boîtes et deux sacs contenant ces restes, qui sont actuellement analysés par les autorités koweïtiennes dans leurs laboratoires nationaux de criminalistique. Il s'agit d'un processus qui prend du temps et qui doit se poursuivre au moins jusqu'à l'année prochaine. Si les résultats révèlent une correspondance avec certaines des personnes disparues, les restes seront remis à leur famille.

Cette année, la Direction des droits de l'homme au Ministère irakien de la défense, avec l'appui du CICR, a effectué des missions d'exploration et d'excavation approfondies dans la partie sud du désert irakien. Sur la base d'informations nouvelles et de celles déjà fournies par des témoins, des comparaisons avec des pièces archivées et des images satellites analysées, plusieurs missions d'exploration et d'excavation ont été menées dans les provinces de Karbala, de Dhi Qar et d'Anbar, outre celles effectuées à MOUTHANNA. Malheureusement, aucune dépouille humaine n'a été trouvée dans ces trois sites.

Il y a un enseignement à tirer de cette percée. Les blessures provoquées par la disparition des personnes sont profondes et durent longtemps. Quand des personnes disparaissent, leur absence affecte la famille, la communauté et la société tout entière. Le règlement de ces cas demande du temps, de la patience et de la coopération entre les gouvernements, les organisations humanitaires et les familles des disparus. Mais, plus important encore, le travail de recherche des personnes portées disparues requiert de la persévérance et de la détermination. Il faut des années de travail pour trouver des réponses et résoudre les cas des personnes disparues. Chacun de ces individus est important. Nous devons garder le cap s'agissant de chacun d'eux, quel que soit le temps que cela prendra et quel que soit l'engagement que cela puisse exiger.

Le Mécanisme tripartite espère pouvoir continuer d'identifier d'autres restes à l'avenir. Les membres du Mécanisme ont décidé d'actualiser les protocoles existants pour le transfert des restes humains entre l'Iraq et le Koweït, afin de les mettre en phase avec les cadres

juridiques nationaux et les meilleures pratiques. L'Iraq organise régulièrement des missions sur le terrain pour explorer et fouiller des sites d'intérêt. D'autres membres du Mécanisme, à savoir le Royaume-Uni, la France et les États-Unis, ont déployé des efforts considérables pour fournir des informations pertinentes dans l'espoir que de nouvelles recherches permettront d'identifier davantage de lieux d'inhumation en Iraq et au Koweït.

En tant que Président de la Commission tripartite, le CICR s'engage à défendre le droit des familles d'obtenir des réponses sur le sort de leurs proches disparus. À cette fin, nous n'épargnerons aucun effort pour rechercher et récupérer les restes humains partout où un conflit ou d'autres situations de violence auraient pu laisser une plaie béante. Nous espérons que les États Membres se joindront à nous dans le cadre de cette mission en s'acquittant de l'obligation que leur impose le droit international d'empêcher les disparitions et en faisant la lumière sur le sort des personnes qui ont disparu.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je remercie M. Mardini de son exposé.

Je donne maintenant la parole à Warda.

**Mgr Warda** (*parle en anglais*) : Les manifestations en cours en Iraq démontrent le rejet par la majorité du peuple irakien de la structure et du Gouvernement en place dans le pays depuis 2003. C'est un rejet d'une Constitution confessionnelle qui divise l'Iraq et l'empêche de devenir un pays unifié et fonctionnel. Au lieu d'apporter l'espoir et la prospérité, la structure actuelle du Gouvernement entraîne une corruption et un désespoir permanents, en particulier chez les jeunes Iraquiens. Il est très significatif que les chefs des mouvements de protestation soient des jeunes. Ces jeunes gens ont dit clairement qu'ils veulent que l'Iraq soit indépendant de toute ingérence étrangère et soit un endroit où tous les citoyens puissent vivre ensemble sur un pied d'égalité dans un pays où prévalent le pluralisme légitime et le respect de tous.

Il importe de comprendre que non seulement les chrétiens se sont ouvertement ralliés aux manifestants, mais aussi que les chrétiens et d'autres minorités, notamment les yézidis, ont été accueillis à bras ouverts dans le mouvement de protestation par les musulmans irakiens. En réalité, ces manifestations ont démontré la véritable richesse de l'Iraq historique. Ces prémices d'une réconciliation entre tous les Iraquiens témoignent d'un réel espoir de changements positifs, avec un nouveau

gouvernement iraquien, si nouveau gouvernement il y a, qui sera beaucoup plus propice à un Iraq véritablement multiconfessionnel, où chacun jouira d'une pleine citoyenneté et où la maladie du sectarisme qui nous a fait tant de mal et nous avilit tous sera vaincue.

À l'inverse, la non-violence des manifestants ne doit pas passer inaperçue aux yeux de la communauté internationale. Ces manifestants courageux sont attachés au principe de la non-violence depuis le tout début du mouvement, alors même que chaque jour il y a eu des cas d'extrême violence à l'encontre des manifestants de la part des milices, qui tentent continuellement de provoquer des affrontements. Plus de 400 manifestants innocents ont été assassinés et des milliers d'autres ont été grièvement blessés. Pourtant, les manifestants demeurent non violents.

Quels sont les enjeux? L'enjeu est de savoir si l'Iraq se relèvera enfin du traumatisme de Saddam et des 16 dernières années pour devenir un pays légitime, indépendant et fonctionnel, ou s'il deviendra une zone de non-droit permanente, ouverte à des conflits par adversaires interposés entre pays et mouvements tiers, et au service d'exigences confessionnelles de parties qui se trouvent en dehors de l'Iraq.

Si le mouvement de protestation débouche, si Dieu le veut, sur la création d'un nouveau gouvernement, avec une nouvelle constitution civile, respectant la diversité de ses religions, ethnies et cultures, une constitution fondée non pas sur la charia mais sur les notions fondamentales de liberté pour tous consacrées par la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui a été écrite par l'Organisation, au sein de laquelle nous nous réunissons aujourd'hui, alors il subsistera un espoir pour le peuple iraquien qui souffre depuis longtemps.

Malgré toutes ces difficultés, le peuple iraquien aime son pays et veut le voir renaître de ses cendres. Si le mouvement de protestation échoue, et si la communauté internationale reste les bras croisés et laisse les meurtres d'innocents se poursuivre, l'Iraq sombrera probablement bientôt dans une guerre civile, qui forcera des millions de jeunes Iraquiens, dont la plupart des chrétiens et des yézidis, à rejoindre la diaspora. Lors de la crise et du génocide de 2014, plus de 4 millions d'Iraquiens – musulmans, yézidis et chrétiens – se sont réfugiés dans la région du Kurdistan pour fuir les horreurs de l'État islamique d'Iraq et du Levant, mais sont restés dans le pays. En cas de nouveau conflit majeur, il est probable que la population fuie l'Iraq

définitivement. De fait, il s'agit peut-être de la dernière chance pour notre pays.

Que peut et doit faire la communauté internationale pour aider l'Iraq? La communauté internationale ne doit pas se contenter de changements à la tête du pays qui ne sont que des changements de façade. Il est clair que les groupes au pouvoir n'ont pas l'intention de céder leur place et qu'ils feront tout leur possible pour maintenir fondamentalement en place les structures de pouvoir existantes. La communauté internationale doit clairement comprendre que les manifestants ne l'accepteront pas, et elle doit se garder d'apporter son appui à quelconque changement de façade. Cela ne veut pas dire que certains groupes ne nourrissent pas d'inquiétudes légitimes quant à leur représentation au sein d'un nouveau gouvernement. Toutefois, ces inquiétudes doivent être prises en compte d'une manière qui reflète la réalité du caractère dysfonctionnel actuel du Gouvernement iraquien et de son besoin fondamental de changement et de remplacement.

La première étape doit être l'organisation d'élections anticipées. Les manifestants insistent sur ce point, et la communauté internationale doit appuyer pleinement cette revendication. Contrairement aux élections précédentes, qui ont été caractérisées par une participation très limitée, ces élections doivent donner la parole à la jeunesse du pays, celle qui lutte si courageusement contre la corruption en manifestant ces dernières semaines.

Au cours de la période précédant les élections et pendant les élections, la presse, tant iraquienne qu'internationale, doit être totalement libre d'informer le public et de débattre de toutes les questions qui doivent être abordées lors des élections. À cette fin, le blocage actuel des reportages, d'Internet et des médias sociaux doit cesser immédiatement.

Enfin, les élections doivent être pleinement surveillées par l'ONU et observées par tous les principaux partis en Iraq pour qu'elles soient légitimes, libres et régulières. Ce n'est que de cette façon qu'un nouveau gouvernement pourra définir le cap pour édifier un Iraq exempt de corruption, qui offrira une pleine citoyenneté et des possibilités pour tous.

Les jeunes chrétiens d'Iraq participent aux manifestations chaque jour. Ils sont là parce que les manifestations leur donnent l'espoir d'un avenir – un avenir dans lequel ils seront des citoyens irakiens contribuant au même titre que tous les autres Iraquiens.

Comme les millions d'autres Iraquiens marginalisés, ils attendent maintenant de la communauté internationale qu'elle agisse et leur fournisse un appui. L'Iraq, un pays si souvent blessé, compte aujourd'hui sur l'aide de tous les membres de la communauté internationale. Nous les considérons tous comme responsables à cet égard. Nous croyons que nous avons un avenir. Nous demandons à la communauté internationale de ne pas nous abandonner.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante des États-Unis d'Amérique.

Il convient de noter que la mission politique dont nous débattons aujourd'hui - la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) - bénéficie d'un large soutien. Je tiens donc à remercier la Représentante spéciale de son exposé, mais plus encore de son leadership. Nous remercions l'ensemble de la MANUI et toute l'équipe de pays des Nations Unies pour leur travail à l'appui de la sécurité, de la stabilité et de la prospérité en Iraq. Je remercie également de son exposé M. Mardini, Observateur permanent du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) auprès de l'Organisation des Nations Unies. Les États-Unis appuient fermement les efforts déployés par la MANUI, la Commission tripartite et le CICR pour régler la question non résolue des Koweïtiens et nationaux d'États tiers portés disparus et des biens koweïtiens disparus, notamment les archives nationales, depuis la première guerre du Golfe.

Nous sommes également très heureux que Mgr Warda soit parmi nous aujourd'hui. Sa présence est un rappel poignant de la force que l'Iraq tire de ses traditions religieuses diverses, qui sont au cœur de l'identité de l'Iraq, berceau des civilisations. Les États-Unis ont conscience qu'il est toujours nécessaire de défendre la liberté religieuse en Iraq, et nous nous faisons l'écho des propos de Mgr Warda pour dire notre appui au droit de tous les peuples à pratiquer librement leur foi.

À l'évidence, l'Iraq se trouve à présent à la croisée des chemins. Ces dernières semaines, le monde a vu des Iraquiens de tous horizons – sunnites, chiites, turkmènes, chrétiens et yézidis – scander à l'unisson : « Nous sommes un même Iraq ». Ce slogan porte tout l'espoir d'une nation régie sans intentions sectaires, sans corruption et sans influence étrangère, qui s'acquitte de ses responsabilités fondamentales auprès de tous ses citoyens, notamment concernant l'électricité, l'eau, la santé et l'éducation.

Les États-Unis entendent ces cris d'espoir et soutiennent fermement le peuple iraquien dans ses efforts pour édifier un pays prospère pour tous les citoyens. Cela signifie qu'il faut s'atteler à la réforme électorale, promouvoir la bonne gouvernance, lutter contre la corruption et élargir les perspectives économiques, mais, plus important encore, qu'il faut que les dirigeants irakiens tiennent compte de tous les citoyens et rendent compte à tous les citoyens. Comme l'a dit la Représentante spéciale tout à l'heure, il incombe au premier chef à l'État de protéger sa population.

En cette jonction critique, la MANUI a un rôle indispensable à jouer. Elle a été chargée par le Conseil de promouvoir un dialogue politique sans exclusive, d'accompagner les initiatives de réforme constitutionnelle et électorale, de protéger les droits de la personne et de promouvoir la responsabilisation judiciaire. La Représentante spéciale Hennis-Plasschaert et son équipe ont déjà coordonné le dialogue entre divers responsables politiques, religieux et communautaires. Ces conversations, qui ont fait suite à des revendications publiques légitimes exprimées partout en Iraq, attestent que la MANUI est capable de guider le pays pacifiquement dans les semaines et mois critiques qui s'annoncent.

Nous encourageons les dirigeants irakiens actuels et futurs à examiner attentivement la feuille de route proposée par la MANUI pour répondre aux doléances légitimes des citoyens. Dès le départ, les États-Unis ont clairement indiqué que les Iraquiens ont droit à la liberté d'expression et à la liberté de réunion pacifique, conformément aux valeurs constitutionnelles de l'Iraq lui-même. Nous sommes profondément alarmés par le fait que les autorités irakiennes et des groupes armés non contrôlés par l'État aient recouru à la force létale contre des manifestants pacifiques. Nous condamnons cette violence et nous exhortons les autres pays à faire de même. Nous pleurons ceux qui ont perdu la vie.

En ce moment, toutes les parties doivent faire preuve de la plus grande retenue. Les actes de violence, la destruction de biens et le pillage ne font qu'exacerber les tensions et doivent être évités à tout prix. Les tentatives visant à restreindre la liberté d'expression, à museler la presse et à limiter l'accès à Internet doivent être abandonnées. En ce qui concerne les pays étrangers, les voisins de l'Iraq ne doivent pas se mêler de ses affaires. Le peuple iraquien a fermement rejeté ce comportement de la part de l'Iran. Les États-Unis entendent rester un



solide partenaire pour l'Iraq, afin de veiller à ce que la souveraineté et l'indépendance de ses institutions soient protégées contre ceux qui chercheraient à leur porter atteinte.

Conformément au thème choisi pour le mois, je voudrais conclure aujourd'hui en faisant le point sur l'évolution de la MANUI au cours de l'année écoulée, et sur l'orientation qu'elle doit prendre l'an prochain. L'un des grands succès de l'année écoulée s'est produit il y a six mois, lorsque le Conseil s'est, pour la toute première fois, rendu en Iraq dans le cadre d'une mission coparrainée par les États-Unis et le Koweït, et facilitée par la MANUI. Cette visite a démontré toute la bonne volonté qu'a gagnée la Mission en Iraq, et a permis d'attester des progrès qu'a accomplis la MANUI, depuis sa création par le Conseil en 2003, pour s'imposer comme un intermédiaire fiable et honnête en Iraq. Au cours de l'année à venir, toutefois, il faudra tirer parti de cette bonne volonté pour progresser.

Nous espérons que, tandis que se déroulent les événements en Iraq, la MANUI œuvrera avec l'Iraq pour poursuivre la réforme électorale et constitutionnelle, faciliter le dialogue et promouvoir l'application du principe de responsabilité. Ces réalisations contribueraient véritablement à la paix et à la sécurité internationales. Tout comme le Conseil continue de chercher des progrès significatifs, nous espérons que ce sera aussi le cas du peuple iraquien et de son gouvernement. De fait, ils sont allés trop loin désormais pour faire marche arrière. Les États-Unis sont convaincus que le peuple iraquien fixera un cap propre à mener l'Iraq jusqu'à la stabilité, la souveraineté, l'indépendance et la prospérité. Faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour les aider à avancer.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil de sécurité.

Je donne la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M. Alotaibi** (Koweït) (*parle en arabe*) : Pour commencer, Madame la Présidente, je félicite votre pays de son accession à la présidence du Conseil de sécurité et je vous souhaite plein succès. Nous félicitons également l'Ambassadrice Karen Pierce et la délégation britannique pour leur présidence du Conseil le mois dernier.

Nous remercions de leurs exposés M<sup>me</sup> Hennis-Plasschaert, Représentante spéciale du Secrétaire général; M. Robert Mardini, Observateur permanent du Comité international de la Croix-Rouge

(CICR) auprès de l'Organisation des Nations Unies; et Mgr Warda, archevêque d'Erbil. Nous souhaitons plein succès à M. Mardini dans ses futures fonctions de Directeur général du CICR. L'État du Koweït réitère aux intervenants tout son appui et sa gratitude pour le travail qu'ils accomplissent dans l'exécution de leurs mandats respectifs.

En tant que pays voisin, le Koweït suit de très près l'évolution de la situation en Iraq, après les manifestations qui ont débuté il y a quelques semaines dans plusieurs provinces. Nous regrettons les incidents qui ont fait des victimes parmi les civils et les forces de sécurité, et nous présentons nos condoléances aux familles des victimes. Dans ce contexte, nous appelons à la non-violence, à la retenue et au calme. Nous ne devrions pas donner à ceux qui cherchent à nuire à l'Iraq et au peuple iraquien la possibilité de semer la discorde, l'instabilité et l'insécurité en se servant de balles réelles et en attaquant des manifestants innocents et des biens publics et privés. Nous espérons que l'Iraq parviendra à surmonter ces circonstances exceptionnelles et à normaliser la situation.

Le passé récent a montré que, indépendamment des affiliations politiques, ethniques ou religieuses, le peuple iraquien était uni pour éliminer l'État islamique d'Iraq et du Levant et venir à bout des chapitres les plus sombres et les plus difficiles de son histoire. Nous souhaitons à tout le peuple iraquien une stabilité et une prospérité durables. Dans le même temps, nous nous félicitons des mesures prises par le Gouvernement iraquien pour répondre aux exigences du peuple et désamorcer la situation, notamment en créant une commission chargée d'enquêter sur l'emploi de la force contre les manifestants et de traduire en justice les responsables des violations commises à leur encontre.

La prochaine étape en Iraq sera cruciale pour le relèvement du pays, et nous sommes conscients des défis considérables qu'il devra surmonter. Il importe de les aborder dans le cadre d'un dialogue constructif et pacifique, qui nécessite l'appui et l'assistance de la communauté internationale et de l'ONU, tout en respectant la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de l'Iraq et en évitant toute forme d'ingérence dans ses affaires intérieures.

L'État du Koweït est conscient de la phase difficile que traverse l'Iraq. Nous n'épargnerons aucun effort pour soutenir l'Iraq et son peuple, en fonction de leurs besoins et de ceux du Gouvernement iraquien, tandis qu'ils s'efforcent de relever leurs défis

nationaux. Nous nous félicitons du rôle vital joué par la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq s'agissant d'étayer ces efforts, dans le cadre de son mandat, et notamment sa proposition, en consultation avec le Président, le Premier Ministre et le Président du Parlement, d'établir une feuille de route pour la réforme, respectueuse du cadre juridique et constitutionnel et sensible aux revendications de base du peuple iraquien.

La question des Koweïtiens et nationaux d'États tiers portés disparus, inscrite à l'ordre du jour du Conseil de sécurité depuis trois décennies, est une question importante et sensible pour les Koweïtiens et les familles des victimes, qui attendent avec impatience des informations sur le sort de leurs proches depuis 29 ans. Il s'agit d'une question humanitaire qui, nous l'espérons, sera réglée le plus rapidement possible.

Nous appelons les membres du Conseil à continuer d'apporter leur appui et à poursuivre leurs efforts diligents pour trouver une solution permettant de mettre fin à la souffrance des familles des personnes disparues, savoir ce qui est advenu de ces dernières et retrouver leurs dépouilles. À cet égard, nous soulignons les efforts déployés par le Royaume-Uni, la France et les États-Unis pour contribuer aux travaux de la Commission tripartite, notamment en fournissant des cartes et des archives datant de 1990 et 1991, ce qui, nous l'espérons, donnera de nouveaux résultats positifs, étant donné qu'on a retrouvé les dépouilles d'un certain nombre de Koweïtiens portés disparus, qui font actuellement l'objet d'un processus d'identification. Nous saluons également la contribution constructive du Gouvernement iraquien dans le cadre de la Commission tripartite et de son sous-comité technique, sous la direction du CICR. Nous félicitons le CICR du rôle qu'il a joué ces dernières années s'agissant de déterminer le sort des Koweïtiens et des ressortissants de pays tiers toujours portés disparus. Cette coopération a permis de déterminer le sort de 236 des 605 personnes disparues. Nous espérons qu'elle se poursuivra et qu'elle s'intensifiera au cours de la prochaine phase, pour que des progrès notables soient réalisés dans la mise en œuvre des plans et programmes d'action convenus par les États membres de la Commission.

S'agissant des biens koweïtiens, je salue les efforts des autorités irakiennes et de toutes les parties qui ont contribué à faciliter la restitution des biens koweïtiens, dont 200 000 livres tout récemment, comme M<sup>me</sup> Hennis-Plasschaert l'a mentionné dans son exposé. Il s'agit là d'une mesure positive qui s'inscrit dans le

cadre des efforts déployés par l'Iraq pour appliquer les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Nous espérons que l'Iraq poursuivra ses efforts pour garantir la restitution de tous les biens koweïtiens, notamment les archives nationales. Ce qui a été restitué n'est qu'une partie infime des biens qui ont disparu. Les archives nationales mentionnées par le Secrétaire général dans son rapport (S/2019/865) ont disparu depuis 1991 et sont d'une grande valeur pour l'État du Koweït pour des raisons historiques. Nous avons déjà fourni de nombreuses listes d'archives qui n'ont pas encore été restituées, notamment celles de L'Amiri Diwan, du Bureau du Prince héritier, du Cabinet du Premier Ministre et du Ministère des affaires étrangères, qui ont toutes été pillées lors de l'invasion du Koweït par l'Iraq. Leur valeur est inestimable et certaines d'entre elles datent du XIX<sup>e</sup> siècle.

Enfin, tout en saluant les efforts déployés par l'Iraq pour s'acquitter de toutes ses obligations internationales envers l'État du Koweït, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil, nous espérons que ces engagements seront honorés. Le Koweït a été l'un des premiers à apporter son appui à l'Iraq pour qu'il puisse surmonter les obstacles à sa stabilité et à sa sécurité et honorer les obligations qu'il lui reste à remplir depuis la libération de l'État du Koweït en 1991. Nous sommes convaincus que la mise en œuvre par l'Iraq de ses engagements restants, sous la supervision de l'ONU, renforcera les relations entre nos deux pays sur la base du respect des résolutions pertinentes du Conseil.

**M<sup>me</sup> Pierce** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je vous félicite, Madame la Présidente, de votre accession à la présidence du Conseil ce mois-ci. Vous pouvez compter sur le plein appui du Royaume-Uni. Je remercie la Représentante spéciale du Secrétaire général, l'Observateur permanent du Comité international de la Croix-Rouge et l'archevêque d'Erbil de leurs exposés.

Aujourd'hui, nous avons été informés en termes clairs de la gravité des défis auxquels l'Iraq est confronté. Le Royaume-Uni appuie le droit des Iraquiens de manifester pacifiquement, tel qu'il est consacré par leur Constitution, et comme l'a clairement indiqué le Secrétaire d'État aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth du Royaume-Uni, M. Dominic Raab, nous sommes profondément attristés et choqués par les pertes en vies humaines enregistrées depuis le début des manifestations, début octobre. Nous appelons les forces de sécurité à réagir de manière proportionnée, et nous sommes vivement préoccupés

par l'utilisation de balles réelles et l'utilisation létale de gaz lacrymogènes et de matraques. Nous demandons au Gouvernement iraquien de veiller à ce que des enquêtes crédibles sur ces violences soient menées et à ce que les responsables répondent de leurs actes. Nous sommes également préoccupés par les attaques perpétrées contre les consulats iraniens à Najaf et à Karbala. Les locaux diplomatiques ne doivent pas être la cible de violences.

Nous nous félicitons du travail accompli par la Représentante spéciale du Secrétaire général pour faciliter le dialogue entre les manifestants, les responsables gouvernementaux et la Chambre des députés. À l'approche de 2020, le Royaume-Uni appelle à un processus de réforme inclusif et transparent permettant de répondre aux défis auxquels l'Iraq est confronté et aux demandes légitimes des manifestants. Nous encourageons notamment le Gouvernement iraquien à collaborer avec l'ONU en vue de mener à bien une réforme électorale crédible, pour que le peuple iraquien puisse se faire entendre et pour que ses représentants soient tenus de rendre des comptes. J'ai été frappée par ce qu'a dit la Représentante spéciale du Secrétaire général au sujet d'un avenir meilleur. Nous convenons avec elle que lutter contre les discours de haine ne signifie pas supprimer la liberté d'expression.

En outre, nous constatons avec satisfaction l'amélioration constante des relations entre le Gouvernement iraquien et le Gouvernement de la Région du Kurdistan, notamment les récentes discussions ministérielles concernant l'examen de la loi fédérale de finances de 2020, tout en prenant note de ce que la Représentante spéciale a dit au sujet de ces relations. Nous appelons à la poursuite de la coopération et à des progrès supplémentaires dans ce domaine pour résoudre les questions en suspens, conformément à la Constitution iraquienne.

Il est clair que Daech représente toujours une menace pour la paix et la sécurité de l'Iraq. Le Royaume-Uni, comme d'autres membres de la Coalition internationale contre Daech, est déterminé à aider l'Iraq à faire face à cette menace. Comme nous l'avons dit la semaine dernière (voir S/PV.8675), l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes continue de faire des progrès. À cet égard, nous nous félicitons de l'appui logistique que la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) a apporté à l'Équipe d'enquêteurs. Nous ne devons pas oublier les 1,4 million de personnes qui ont

bénéficié de l'aide humanitaire jusqu'à présent, en 2019. Elles doivent être traitées avec générosité et respect. Les informations faisant état de retours forcés de personnes déplacées vulnérables sont alarmantes.

Nous nous félicitons des progrès considérables accomplis dans la mise en œuvre de la résolution 2107 (2013). Nous espérons que le transfert, le 8 août, des dépouilles de certains des Koweïtiens disparus permettra à leurs familles de tourner la page, une fois que le processus d'identification sera achevé. À ce propos, je remercie le représentant du Koweït de nous avoir communiqué des informations complémentaires. Il s'agit d'une question très importante. L'engagement continu des hauts responsables dans les deux camps est essentiel et rappelle l'importance que le Koweït et l'Iraq attachent à ce dossier.

Je pense qu'au Conseil, nous avons tous exprimé notre inquiétude face au nombre de morts et de blessés enregistré depuis le début des manifestations et notre souhait que des enquêtes crédibles soient menées pour amener ceux qui ont fait un usage excessif de la force à répondre de leurs actes. Je pense également que nous espérons tous voir l'Iraq, avec l'appui de la MANUI, mettre en œuvre d'importantes réformes pour répondre aux préoccupations de la population et apporter stabilité et prospérité à son peuple.

**M. Nebenzia** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous vous félicitons, Madame la Présidente, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité, et nous remercions le Royaume-Uni de sa présidence le mois dernier. Nous tenons également à remercier de leurs exposés M<sup>me</sup> Jeanine Hennis-Plasschaert, Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Iraq, Mgr Bashar Matti Warda, archevêque d'Erbil, et M. Mardini, Observateur permanent du Comité international de la Croix-Rouge auprès de l'Organisation des Nations Unies .

La Fédération de Russie a toujours appelé à la préservation de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Iraq ainsi qu'au maintien de sa stabilité et de sa sécurité intérieures. Nous suivons de près l'évolution de la situation dans ce pays arabe. Nous comprenons que les causes profondes des manifestations actuelles qui frappent le pays sont de nature socioéconomique. De toute évidence, les problèmes qui s'accumulent depuis des années ne peuvent pas être réglés du jour au lendemain. C'est pourquoi il importe que la communauté internationale aide Bagdad à mettre en place des mesures globales en

vue de son redressement économique et pour améliorer la situation sociale. Nous espérons que les principaux groupes parlementaires parviendront à sélectionner un nouveau candidat de consensus au poste de Premier Ministre dans les délais fixés par la Constitution iraquienne afin de prévenir un vide de pouvoir susceptible d'exacerber considérablement la crise politique que traverse le pays. Cela permettrait de surmonter les dissensions internes et de rétablir la stabilité en Iraq, qui revêt une importance capitale pour l'ensemble du Moyen-Orient. Dans le contexte du dialogue national, il importe de poursuivre le dialogue afin de rétablir l'entente mutuelle entre Bagdad et Erbil. Nous sommes certains que l'amélioration des relations entre les deux capitales permettra de renforcer la sécurité en Iraq.

Nous jugeons préoccupant que la menace terroriste reste élevée en Iraq. La situation est aggravée par l'afflux de terroristes qui quittent la Syrie à la suite de la défaite militaire de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) dans ce pays. Nous estimons que le seul moyen de lutter efficacement contre ce problème est de coordonner les efforts de lutte antiterroristes dans toute la mesure possible. Il est également essentiel de veiller à ce que toutes les parties qui luttent contre le terrorisme en Iraq respectent la souveraineté de l'État iraquien et coordonnent leur action avec Bagdad.

Après avoir écouté attentivement la déclaration de l'archevêque, nous tenons à souligner la nécessité de maintenir la diversité ethnique et religieuse qui caractérise la région depuis des millénaires aussi bien en Iraq que dans l'ensemble du Moyen-Orient. Toutefois, l'équilibre durement acquis entre les peuples de la région a été perturbé par les crimes odieux de groupes terroristes pseudo-musulmans. En conséquence, des chrétiens et des membres d'autres minorités religieuses, qui étaient dans une large mesure un facteur de stabilisation, ont été forcés de s'exiler. Des mesures immédiates doivent être prises pour stopper l'exode de masse des chrétiens et des membres d'autres minorités en provenance des pays du Moyen-Orient et pour maintenir l'équilibre sans égal dans leur coexistence. À cet égard, nous sommes contraints de rappeler au Conseil la récente tragédie qui s'est produite à Qamichli, en Syrie, où des terroristes de l'EIIL ont assassiné Hovsep Bedoyan, un prêtre catholique arménien, et son père. Cyrille, patriarche de Moscou et de toute la Russie, a condamné ce crime et présenté ses condoléances. Nous demeurons également déterminés à découvrir ce qu'il est advenu de deux métropolitains chrétiens d'Alep, Yohanna Ibrahim et Paul.

Nous sommes préoccupés par l'influence négative que pourrait avoir l'orchestration artificielle d'événements dans le voisinage de l'Iran sur la situation politique en Iraq. Les tentatives d'entraîner l'Iraq dans un conflit régional déstabilisent la situation dans le pays. L'Iraq a le droit d'établir et de développer des relations normales avec ses voisins, et nul n'a le droit de compromettre ces relations. Nous soulignons une fois de plus la nécessité de lancer des mécanismes de dialogue dans la région au lieu d'imposer des sanctions et de proférer des menaces. À cet égard, nous soulignons que le Secrétaire général est habilité à élaborer des mesures de sécurité et de confiance pour la région, conformément à la résolution 598 (1987). Nous sommes disposés à coopérer sur cette base avec tous les partenaires régionaux et internationaux en nous fondant sur le concept de sécurité collective que nous avons proposé pour la région du golfe Persique.

Enfin, nous prenons note des efforts de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq. Nous estimons que ses efforts devraient faciliter les processus de réconciliation nationale et la stabilisation à long terme dans le pays. De notre côté, lors des contacts que nous avons avec toutes les forces politiques irakiennes, nous les exhortons à unir leurs efforts afin de régler toutes les questions relatives au programme national de l'Iraq dans le cadre d'un dialogue national et en concluant des accords mutuellement acceptables qui prennent en compte les intérêts de tous les groupes ethniques et religieux de cette république arabe.

**M. Popolizio Bardales** (Pérou) (*parle en espagnol*) : Je remercie et félicite la Représentante permanente du Royaume-Uni pour son importante contribution aux travaux du Conseil de sécurité durant le mois écoulé. Je tiens également à vous féliciter, Madame la Présidente, ainsi que la délégation des États-Unis, de votre accession à la présidence pour le mois de décembre et à vous assurer du plein appui du Pérou. Je remercie également de leurs exposés pénétrants la Représentante spéciale Jeanine Hennis-Plasschaert, M. Robert Mardini et l'archevêque d'Erbil, Mgr Bashar Matti Warda.

Le Pérou juge préoccupant que la situation d'instabilité sociale et les manifestations en Iraq ne soient pas maîtrisées et que la situation ne semble pas s'orienter vers le dialogue politique et le climat d'apaisement nécessaires. Bien au contraire, nous regrettons que le droit de la population à s'exprimer pacifiquement soit réprimé par un recours excessif à la force et des attaques commises dans plusieurs villes en



ayant recours à une force létale, qui ont fait un grand nombre de morts et de blessés et déclenché un cercle vicieux de violence et de méfiance.

Le Pérou convient avec les autorités irakiennes qu'il importe de répondre d'urgence aux revendications légitimes concernant la lutte contre la corruption, la promotion de l'emploi et l'amélioration des services fournis à la population. Nous estimons cependant que cela doit s'accompagner de mesures visant à promouvoir la modération et le respect des droits de l'homme, ainsi que de sanctions à l'encontre des responsables, pour promouvoir l'unité, la stabilité et la réconciliation dans le pays. Ces mesures doivent à leur tour s'accompagner de réformes structurelles approfondies, notamment dans le domaine de la sécurité, afin que des élections aux conseils de province puissent se tenir en 2020 dans un climat pacifique et transparent. À cette fin, il importera que la communauté internationale assure un suivi étroit.

Dans ce contexte, nous sommes encouragés par le fait qu'au cours des dernières semaines, le Gouvernement a mobilisé des ressources et adopté des mesures d'urgence afin de protéger les plus vulnérables et de promouvoir une action positive des jeunes Iraquiens pour empêcher qu'ils ne soient recrutés par des groupes extrémistes qui pourraient les utiliser comme caisses de résonance de leurs messages de haine et de destruction.

Comme l'explique le Secrétaire général dans son rapport (S/2019/903), nous ne pouvons minimiser la menace terroriste de Daech et son influence dans de nouveaux espaces. Cela s'applique également aux autres groupes armés, qui posent une menace constante à la sécurité nationale et régionale. Nous tenons par ailleurs à souligner les efforts entrepris par le Gouvernement irakien pour contribuer à l'instauration d'un climat régional pacifique et de coopération, ainsi que les initiatives internes, notamment le rapprochement avec les autorités d'Erbil, qui constituent une base nécessaire pour la promotion d'une paix durable.

Nous saluons également l'affirmation du rôle des femmes dans la vie politique du pays, qui s'est traduite par la nomination de Suha Ali Bek au poste de Ministre de l'éducation. Comme nous l'avons déjà indiqué, la participation des femmes, des jeunes et des minorités ne peut qu'être positive en vue de renforcer la démocratie irakienne.

Nous ne pouvons terminer notre propos sans souligner la nécessité de remédier promptement à la situation des déplacés et des réfugiés irakiens ainsi que

des plus de 30 000 Iraquiens qui seraient affiliés à l'État islamique d'Iraq et du Levant, sur la base de retours ordonnés, librement consentis, effectués dans la dignité et en toute sécurité..

Je termine en remerciant la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq du travail qu'elle accomplit dans ce contexte, ainsi que la Représentante spéciale Jeanine Hennis-Plasschaert et toute son équipe pour leur travail infatigable et leur dévouement à la mise en œuvre du mandat de la Mission, y compris dans le contexte de besoins humanitaires pressants et d'une situation hautement instable et complexe.

**M. Singer Weisinger** (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Je tiens en premier lieu à souhaiter plein succès aux États-Unis à la présidence du Conseil pour ce mois-ci, et je félicite le Royaume-Uni du brio avec lequel il a dirigé les travaux du Conseil durant le mois de novembre. Nous remercions les intervenants de leurs exposés et des efforts louables qu'ils déploient pour promouvoir la stabilité, le développement durable et la paix en Iraq.

En premier lieu, nous sommes préoccupés par la situation instable et l'escalade de la violence qui touchent le sud et le centre de l'Iraq depuis le début d'octobre et qui ont fait des centaines de morts et des milliers de blessés. Nous regrettons que cette situation se produise un an à peine après l'entrée en fonction du Gouvernement actuel.

Après des années de conflit et une lutte vigoureuse contre le terrorisme, le peuple irakien aspire à mener une vie normale dans une société fonctionnelle et inclusive, qui offre aux jeunes des possibilités d'emploi et de développement durable et qui ne soit pas gangrenée par l'impunité et la corruption. C'est pourquoi nous appuyons le droit légitime du peuple irakien à manifester de façon pacifique, mais condamnons l'usage de la violence par certains manifestants, ainsi que la destruction des biens publics et privés. De même, nous appelons les autorités à respecter les droits à la liberté d'expression et de manifestation et à s'abstenir d'utiliser des armes meurtrières et la force létale contre les manifestants. Nous condamnons fermement les actes de violence, le recours excessif à la force et l'assassinat délibéré de manifestants, qui ne représentaient pas une menace pour la vie d'autrui. Nous demandons également que l'intégrité et la protection des journalistes soient garanties, que leurs droits soient respectés dans l'exercice de leurs fonctions et que les différents médias, qui ont la responsabilité d'informer le pays et le reste du

monde des événements en cours, soient autorisés à faire leur travail.

Par ailleurs, nous nous félicitons qu'avant l'annonce de la démission du Premier Ministre Al-Mahdi, des mesures aient été prises pour répondre aux exigences des manifestants, notamment la création de perspectives d'emploi et de logement et la mise en place d'une haute commission d'enquête chargée d'identifier et de traduire en justice les auteurs de violences commises durant les manifestations. Nous considérons qu'il s'agit là d'un premier pas vers l'application du principe de responsabilité. En outre, nous appuyons la proposition du Gouvernement de mettre en œuvre une réforme structurelle, qui comprend, entre autres, des mesures économiques et législatives, la désignation de nouveaux ministres, avec davantage de femmes et de jeunes, et la création d'un tribunal central pour lutter contre la corruption. Nous espérons que la désignation de la première femme membre du Gouvernement au poste de Ministre de l'éducation sera le premier pas vers l'inclusion d'un plus grand nombre de femmes aux postes décisionnels et à responsabilité dans le pays.

En ce qui concerne les questions en suspens avec le Koweït, nous saluons les efforts déployés par les membres du Mécanisme tripartite pour progresser dans la recherche des prisonniers et des personnes portées disparues signalés par le Koweït, ainsi que dans la restitution des dépouilles, des biens et des archives nationales. Nous nourrissons l'espoir que les parties continueront de renforcer leur coopération jusqu'à ce que la question soit réglée, et qu'elles fourniront aux familles des personnes disparues autant d'informations que possible sur le sort de leurs êtres chers.

Enfin, nous soulignons la nécessité de respecter pleinement la souveraineté et l'intégrité de l'Iraq. Le règlement de la situation actuelle passe avant tout par le dialogue entre le Gouvernement, les autres acteurs politiques et tous les segments de la société iraquienne, processus qui, à notre avis, doit être appuyé par la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq.

**M. Ntsoane** (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord féliciter les États-Unis de leur accession à la tête du Conseil de sécurité pour le mois de décembre et les assurer de l'appui de ma délégation pendant leur présidence. En outre, nous voudrions remercier le Royaume-Uni d'avoir présidé avec succès le Conseil de sécurité en novembre.

Je remercie également de leurs exposés la Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), M<sup>me</sup> Jeanine Hennis-Plasschaert; l'Observateur permanent du Comité international de la Croix-Rouge auprès de l'Organisation des Nations Unies, M. Robert Mardini; et l'archevêque d'Erbil, Mgr Bashar Warda.

Je voudrais aborder deux points dans mon intervention ce matin, à savoir la situation politique et la situation en matière de sécurité.

Premièrement, en ce qui concerne la situation politique, l'Afrique du Sud appuie le mandat de la MANUI, qui s'emploie à renforcer le Gouvernement iraquien et les processus électoraux à venir. Nous nous félicitons de la désignation de M<sup>me</sup> Suha Ali Bek, première femme iraquienne nommée au poste de ministre, ce qui constitue une étape positive vers l'inclusion d'un plus grand nombre de femmes dans le Gouvernement et les structures décisionnelles de haut niveau. Nous saluons par ailleurs les progrès positifs accomplis dans la conclusion d'un accord entre le Gouvernement iraquien et le Gouvernement de la Région du Kurdistan sur la répartition des recettes pétrolières.

Nous notons avec préoccupation les manifestations publiques à grande échelle qui se sont produites ces derniers mois et qui se sont propagées et amplifiées dans tout Bagdad. Nous espérons que le Gouvernement iraquien pourra prendre des mesures concrètes pour répondre aux préoccupations de ses citoyens, ouvrir des enquêtes sur les violences et les pertes en vies humaines résultant des manifestations et faire en sorte que les auteurs de violations des droits de l'homme répondent de leurs actes. L'Afrique du Sud se félicite des réformes proposées par le Gouvernement pour améliorer les structures de gouvernance et la fourniture de services. Nous appuyons également les efforts en faveur d'un gouvernement inclusif qui rassemble toutes les composantes de la société iraquienne dans les structures de gouvernance.

Nous sommes convaincus que la réconciliation nationale et l'unité nationale en Iraq sont essentielles pour éviter toute difficulté à l'avenir découlant d'une fragmentation des politiques et des actions du Gouvernement. L'Afrique du Sud encourage la poursuite de la coopération entre le Gouvernement iraquien et la Région autonome du Kurdistan afin de renforcer et de maintenir la paix dans l'ensemble du pays. Nous encourageons également l'Iraq à poursuivre

son dialogue avec ses voisins en vue de maintenir la paix et la stabilité dans la région et de diversifier ses partenariats économiques régionaux. À cet égard, nous nous félicitons des efforts déployés par les dirigeants irakiens pour promouvoir une politique régionale équilibrée, comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général (S/2019/903).

Deuxièmement, s'agissant de la situation en matière de sécurité, nous estimons que la paix et la sécurité sont indispensables pour permettre à l'Iraq de développer ses infrastructures et son économie et de fournir des services de base à tous ses citoyens. À cet égard, l'Afrique du Sud est favorable à ce que l'armée irakienne consolide son autorité sur les territoires irakiens, et appuie les efforts du Gouvernement pour éliminer la menace de Daech. La question du retour des personnes déplacées dans leur région d'origine doit également être considérée comme prioritaire afin que leur retour soit sûr, digne et volontaire. L'Afrique du Sud souhaiterait, en outre, proposer d'associer la Commission de consolidation de la paix aux efforts déployés par le Gouvernement pour promouvoir l'inclusivité, en particulier dans le cadre du renforcement des institutions et du développement post-reconstruction en Iraq.

Pour terminer, nous sommes encouragés par les efforts soutenus menés conjointement par les Gouvernements koweïtien et irakien pour retrouver les nationaux du Koweït et d'États tiers portés disparus ainsi que les biens koweïtiens disparus. Nous nous félicitons également d'autres faits nouveaux positifs, notamment la remise par l'Iraq au Gouvernement koweïtien de livres appartenant à la Bibliothèque nationale du Koweït et à l'Université du Koweït. Nous espérons que les deux pays pourront collaborer avec les institutions compétentes des Nations Unies pour régler toutes les questions en suspens.

**M. Syihab** (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord féliciter les États-Unis de leur accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de décembre. Madame la Présidente, vous pouvez compter sur le plein appui de ma délégation. Je voudrais également remercier l'Ambassadrice Karen Pierce, Représentante permanente du Royaume-Uni, et son équipe de l'excellent travail qu'elles ont accompli à la tête du Conseil en novembre.

Mes remerciements vont par ailleurs à la Représentante spéciale du Secrétaire général Jeanine Hennis-Plasschaert, M. Robert Mardini et Mgr Bashar

Matti Warda pour leurs exposés importants. L'Indonésie tient à souligner les points suivants.

Premièrement, en ce qui concerne les troubles politiques qui ont récemment secoué l'Iraq, nous appuyons pleinement les efforts de l'Iraq sur la voie de la démocratie et de la prospérité pour son peuple et sommes profondément préoccupés par les manifestations qui ont dégénéré en violences. La voie vers la démocratie n'est jamais facile, mais les rassemblements et manifestations pacifiques en sont des éléments centraux. Nous appelons donc toutes les parties à agir avec la plus grande retenue et à répondre aux demandes de la population par un dialogue pacifique et inclusif. Nous soutenons le droit de la population de se réunir pacifiquement, conformément à la Constitution irakienne, et demandons au Gouvernement, en particulier aux forces de sécurité, de respecter les droits fondamentaux de la personne. Nous exhortons en outre le Gouvernement à poursuivre les mesures qu'il met en oeuvre pour répondre aux exigences de la population et pour enquêter sur le recours à la violence qui a fait des morts et des blessés lors des manifestations.

Deuxièmement, en ce qui concerne le relèvement postconflit et la réconciliation nationale, nous réaffirmons notre ferme appui à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Iraq. À cet égard, nous soulignons que des éléments tels que la lutte contre la corruption, le renforcement d'un climat propice à l'investissement, le respect de l'état de droit, la réforme du secteur de la sécurité et la création d'un environnement qui permette aux femmes et aux jeunes de participer à l'édification de la nation sont essentiels au relèvement et à la réconciliation après un conflit. La protection des droits des minorités, quelle que soit leur appartenance religieuse, ethnique ou culturelle, est tout aussi importante. Nous voudrions également encourager l'intégration d'un plus grand nombre de femmes à des postes de décision de haut niveau en Iraq et, à cet égard, nous saluons la nomination de M<sup>me</sup> Suha Ali Bek au poste de Ministre de l'éducation. C'est une première réponse importante aux appels de la communauté internationale. Nous saluons également les efforts déployés par le Gouvernement pour établir des relations plus étroites avec les pays voisins, car des efforts concertés sont indispensables pour promouvoir la sécurité et la stabilité dans la région, ainsi que pour renforcer les relations économiques.

Troisièmement, en ce qui concerne le rapatriement et le retour de tous les Koweïtiens et

nationaux d'États tiers portés disparus, ou la restitution de leurs dépouilles, ainsi que la restitution des biens koweïtiens, nous jugeons très encourageants les efforts tenaces des Gouvernements iraquien et koweïtien, du Comité international de la Croix-Rouge et de la Commission tripartite. Collectivement, ces efforts ont permis d'obtenir des progrès notables. Il nous plaît d'apprendre, comme l'a indiqué la Représentante spéciale du Secrétaire général, qu'environ 200 000 livres appartenant au Gouvernement koweïtien ont été restitués par le Ministère iraquien des affaires étrangères. Nous voudrions également nous faire l'écho du Secrétaire général qui, dans son rapport (S/2019/865), encourage le Gouvernement iraquien à faire fond sur ces efforts couronnés de succès et à prendre toutes les mesures nécessaires pour encourager de nouveaux progrès. L'Indonésie continuera de suivre les avancées réalisées sur ce dossier, en particulier en ce qui concerne les nationaux du Koweït et d'États tiers portés disparus ou leurs dépouilles. Il est de notre responsabilité d'aider leurs familles à tourner la page.

Pour conclure, nous remercions une fois de plus la Représentante spéciale du Secrétaire général, M<sup>me</sup> Hennis-Plasschaert, et son équipe de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq pour leur appui énergique aux efforts déployés par le peuple et le Gouvernement iraquien afin de parvenir à un pays stable et prospère.

**M. Wu Haitao** (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine félicite les États-Unis pour leur accession à la présidence du Conseil de sécurité ce mois-ci et les assure de son appui. Nous félicitons également le Royaume-Uni pour le succès de sa présidence en novembre et apprécions à sa juste valeur le travail considérable qu'il a accompli. Nous remercions la Représentante spéciale du Secrétaire général, M<sup>me</sup> Hennis-Plasschaert, et l'Observateur permanent du Comité international de la Croix-Rouge auprès de l'Organisation des Nations Unies, M. Robert Mardini, de leurs exposés. Nous avons également écouté avec attention la déclaration de l'archevêque d'Erbil, Mgr Bashar Matti Warda.

La situation actuelle en Iraq suscite l'attention de la communauté internationale. Le maintien de la stabilité et le rétablissement de l'ordre dans le pays sont une priorité absolue. Le Gouvernement iraquien a pris un certain nombre de mesures visant à répondre aux demandes de la population et a obtenu des résultats positifs à cet égard. Nous pensons que l'Iraq a la capacité et la sagesse nécessaires pour trouver une solution

appropriée à la crise actuelle et désamorcer la situation le plus rapidement possible. Au cours de sa visite dans le pays en juin, le Conseil de sécurité a réaffirmé son ferme appui aux efforts déployés par l'Iraq en faveur du relèvement économique, de la paix et la stabilité, de la réconciliation nationale et de la reconstruction. Le Conseil doit continuer de manifester son appui à l'Iraq dans un esprit de respect mutuel et de coopération sur un pied d'égalité, dans l'intérêt de toutes les parties concernées et pour trouver une issue positive pour tout le monde. L'Iraq a noué des relations amicales avec les pays voisins et s'emploie à réduire les tensions régionales, et la Chine tient à saluer ces efforts. Dans le même temps, l'Iraq se trouve toujours à un moment charnière s'agissant de consolider les résultats obtenus dans la lutte contre le terrorisme, d'instaurer la paix et la stabilité, et de poursuivre la reconstruction nationale. Toutes les parties doivent respecter pleinement la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de l'Iraq, et continuer d'appuyer ses efforts.

Premièrement, nous devons fermement appuyer le dialogue politique inclusif et le processus de réconciliation nationale en Iraq. Ces dernières années, avec l'appui de la communauté internationale, l'Iraq a travaillé d'arrache-pied pour garantir la sécurité et la stabilité nationales, mettre en place le Gouvernement de la Région du Kurdistan, encourager la communication et le dialogue, et faire résolument avancer la réconciliation nationale et la reconstruction. Étant donné les circonstances actuelles, la communauté internationale doit plus que jamais continuer d'appuyer les efforts déployés par l'Iraq pour parvenir à une réconciliation inclusive et à une coexistence harmonieuse, et elle doit aider toutes les parties en Iraq à engager un dialogue pacifique et constructif, en ayant à l'esprit les intérêts et les besoins fondamentaux du peuple iraquien. La Chine se félicite de l'amélioration des relations entre le Gouvernement central iraquien et le Gouvernement de la Région du Kurdistan, et espère que les deux parties parviendront dès que possible à un accord sur la distribution des revenus pétroliers et les arrangements en matière de sécurité. Nous nous félicitons du rôle constructif de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) à cet égard.

Deuxièmement, nous devons continuer d'aider l'Iraq à consolider ses résultats en matière de lutte contre le terrorisme et à préserver la sécurité nationale. L'Iraq a consenti d'énormes sacrifices dans la lutte internationale contre le terrorisme, qui demeure néanmoins une menace pour la sécurité et la stabilité du



pays. Compte tenu de la situation en Iraq et des progrès de la reconstruction nationale, des efforts soutenus doivent être déployés pour régler la question des personnes déplacées et pour fournir un appui solide au pays afin de lui permettre de s'attaquer au problème des combattants terroristes étrangers et de leur famille. La communauté internationale doit respecter pleinement la souveraineté et la juridiction de l'Iraq et l'aider à traduire les terroristes en justice, conformément au droit interne pertinent. L'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes doit engager des consultations étroites avec le Gouvernement iraquien et mener ses travaux conformément à son mandat.

Troisièmement, nous devons promouvoir activement le relèvement économique de l'Iraq et accélérer sa reconstruction. Le Gouvernement iraquien a adopté une approche intégrée pour attirer activement les investissements étrangers, améliorer l'environnement économique et promouvoir l'emploi des jeunes, quelques-uns des nombreux objectifs qu'il s'est fixés en réponse aux demandes de la population concernant le développement et les moyens de subsistance. Ces efforts méritent une reconnaissance internationale. Conformément à son mandat, la MANUI doit appuyer le Gouvernement iraquien dans ses efforts pour promouvoir la stabilité et le développement, et respecter l'autorité de l'Iraq dans la gestion de ses affaires intérieures. La communauté internationale doit s'acquitter efficacement de ses engagements, continuer d'apporter son appui et son assistance à l'Iraq, et aider le pays à trouver une voie de développement adaptée à sa situation nationale.

La Chine appuie fermement l'Iraq dans les efforts qu'il déploie pour préserver sa souveraineté nationale et son intégrité territoriale, ainsi que pour gérer ses affaires intérieures et ses difficultés. Elle s'oppose à toute ingérence extérieure dans les affaires intérieures de l'Iraq. La Chine est prête à collaborer avec la communauté internationale pour appuyer les efforts de l'Iraq visant à maintenir la paix et la stabilité et à combattre le terrorisme. Nous continuerons de participer activement à la reconstruction des infrastructures énergétiques et d'autres secteurs en Iraq, et nous contribuerons au développement économique et social de l'Iraq dans toute la mesure de nos capacités afin d'aider le pays à atteindre la stabilité et le développement.

**M<sup>me</sup> Gueguen** (France) : Je vous présente toutes mes félicitations, Madame la Présidente, pour votre

présidence du Conseil ce mois-ci et vous assure de notre soutien. Je félicite également très chaleureusement l'Ambassadrice Karen Pierce pour la remarquable présidence du Royaume-Uni le mois dernier. Je remercie M<sup>me</sup> Jeanine Hennis-Plasschaert, M. Robert Mardini et Mgr Warda pour leurs interventions particulièrement éclairantes.

L'Iraq, un pays qui a tant souffert, vit actuellement une période déterminante pour son avenir démocratique. Le peuple iraquien exprime depuis le 1<sup>er</sup> octobre des revendications légitimes, la demande d'une vie dans la dignité et la liberté, comme M<sup>me</sup> Hennis-Plasschaert vient de le rappeler, et ceci dans le cadre de manifestations restées pour l'essentiel pacifiques. La répression systématique dont les manifestants font l'objet et l'usage excessif et disproportionné de la force à leur rencontre, qui s'est traduit par la mort de plus de 400 Iraquiens, sont inacceptables. La France les condamne avec fermeté. Elle exprime ses condoléances aux familles des victimes et son soutien aux personnes blessées. Toute la lumière doit être faite sur les circonstances de cette répression, et les responsables doivent être traduits en justice. Nous appelons les autorités irakiennes à garantir la liberté d'expression, de réunion et de manifestation comme le prévoit la Constitution du pays. Les menaces contre les personnels de santé comme les intimidations à l'encontre des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme doivent cesser, de même que les arrestations arbitraires de manifestants. L'ensemble des parties doit s'abstenir de faire usage de la violence.

Face à cette crise sans précédent depuis la victoire militaire contre Daech, l'attentisme n'est pas une option. Sans réaction rapide et crédible, l'aggravation des violences et la poursuite de la dégradation de la situation économique et sociale risquent d'entraîner l'Iraq dans le chaos. Un tel basculement aurait des conséquences non seulement pour l'Iraq, mais aussi pour la stabilité du Moyen-Orient et pour la sécurité internationale. Daech ne peut que tirer parti d'une déstabilisation de l'Iraq. Nous sommes conscients de l'ampleur des défis auxquels le pays fait face : la menace d'une résurgence de Daech; les conséquences de la guerre en Syrie, encore aggravées par l'offensive turque dans le nord-est syrien; la situation préoccupante des réfugiés et des déplacés; un tissu social fragilisé par des années de conflit; et enfin, une économie à reconstruire.

Des progrès réels ont été accomplis au cours des dernières années. Ils doivent être préservés, notamment s'agissant des résultats obtenus dans la lutte contre

Daech. Nous l'avons rappelé lors de la réunion de la Coalition mondiale contre Daech qui s'est tenue, à l'initiative de la France, à Washington, le 14 novembre. Les Iraquiens savent qu'ils ne sont pas seuls face à Daech et qu'ils peuvent compter sur le soutien de la communauté internationale.

Mais il importe parallèlement d'apporter une réponse crédible aux aspirations exprimées depuis plusieurs semaines par les Iraquiens. Le changement attendu et nécessaire que Mgr Warda vient d'évoquer passe par un véritable dialogue démocratique, seul à même de préserver dans la durée la stabilité de l'Iraq. Pour créer les conditions d'un tel dialogue, l'Iraq doit se doter rapidement d'un gouvernement capable d'adopter les mesures d'urgence qui s'imposent. Je pense en particulier à la réforme de la loi électorale, à la réintégration effective des groupes paramilitaires sous l'autorité du Premier Ministre ou encore à l'adoption de mesures robustes de lutte contre la corruption.

La France soutient pleinement l'action conduite en ce sens par la Représentante spéciale du Secrétaire général, M<sup>me</sup> Hennis-Plasschaert. Je veux saluer ici son engagement résolu en faveur d'une sortie de crise concertée. Le Ministre de l'Europe et des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian s'est entretenu hier avec elle et lui a exprimé son soutien.

Nous soutenons plus généralement le travail de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), en particulier son action en faveur de la réconciliation entre les différentes composantes de la société iraquienne et en faveur de la stabilisation – notamment dans les territoires disputés – et du processus politique. Les efforts de la MANUI pour accompagner le dialogue entre Bagdad et Erbil et son engagement pour contribuer à la résolution de la question des disparus de la guerre du Golfe sont également indispensables. Nous rappelons l'importance que ce travail soit mené en concertation avec toutes les composantes de la société civile, en particulier s'agissant du renforcement de la participation des femmes à la vie publique. L'action de la MANUI sera également déterminante pour aider l'Iraq à adopter les réformes qui s'imposent dans les domaines économique et social.

Sur le chemin du dialogue démocratique et des réformes nécessaires afin de sortir du double piège du communautarisme et de la corruption, l'Iraq doit pouvoir compter sur le soutien résolu de la communauté internationale. Et le Conseil doit rester mobilisé aux

côtés de l'Iraq dans la période à venir. La France restera pour sa part un partenaire à la fois attentif, mobilisé et exigeant de l'Iraq. Le Ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Le Drian, s'est rendu en Iraq en octobre pour rappeler l'importance du partenariat stratégique entre nos deux pays, et faire part du soutien de la France dans la lutte contre Daech et au-delà. Nous entendons rester partenaires pour la stabilisation et la reconstruction du pays, et pour accompagner les Iraquiens dans cette période cruciale pour l'avenir du pays.

**M. Pecsteen de Buytswerve (Belgique) :**  
Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Madame la Présidente, pour votre accession à la présidence du Conseil et vous assurer de notre plein soutien. Je voudrais aussi remercier la délégation britannique pour la manière particulièrement efficace avec laquelle elle a mené sa présidence le mois dernier.

Ensuite, je voudrais remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général, M<sup>me</sup> Jeanine Hennis-Plasschaert, pour son exposé ce matin, mais aussi pour le travail remarquable effectué ces dernières semaines. Je voudrais aussi remercier le représentant du Comité international de la Croix-Rouge ainsi que l'archevêque d'Erbil.

L'Iraq est confronté aujourd'hui à des défis uniques. Le pays, sortant du conflit, a entamé le long chemin de la réconciliation et de la reconstruction. Les institutions œuvrant à cet objectif sont cependant fragiles. Le processus prend du temps. Entre-temps, les autorités doivent répondre – à court terme et dans un contexte difficile – aux aspirations de leur peuple. Des aspirations à une vie meilleure et à de meilleures opportunités pour tous.

La liberté d'expression et la liberté de réunion pacifique sont des droits fondamentaux qui doivent être respectés. Ces libertés sont cruciales pour faire progresser la démocratie. La Belgique est profondément préoccupée par le fait que certaines des manifestations aient donné lieu à des actes de violence, y compris l'utilisation de tirs à balles réelles par les forces de sécurité, ayant causé de nombreux morts et blessés. Nous sommes aussi préoccupés par la présence signalée d'éléments qui feraient dérailler des manifestations pacifiques. Ces événements mettent l'Iraq sur une trajectoire dangereuse. Comment peut-on sortir de cette dynamique?

Premièrement, nous appelons tous les acteurs, particulièrement les forces de sécurité, à suivre les directives du Président et à agir à tout moment avec la plus grande retenue. Deuxièmement, chaque abus doit mener à une enquête et les responsables doivent être traduits en justice. Troisièmement, toutes les parties devraient s'engager dans un dialogue constructif. Quatrièmement, nous encourageons les autorités à accélérer leurs efforts pour répondre aux exigences des manifestants : la lutte contre la corruption, la relance économique, la création d'emplois, la fourniture de services de base à la population; en un mot, l'amélioration tangible de la vie des gens. La réforme électorale a aussi été une revendication centrale de nombreux manifestants pacifiques et nous encourageons les autorités irakiennes à mettre en œuvre des solutions législatives qui répondent aux appels publics à des élections crédibles, libres et équitables. Finalement, nous appuyons le rôle important que la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq a rempli cette dernière semaine. Ensuite, afin de garantir la stabilité du pays à plus long terme, il convient de continuer les efforts dans les domaines suivants.

Tout d'abord, la réconciliation, comme l'a mentionné Mgr Warda. Elle est d'une importance primordiale. Examiner le passé douloureux, le reconnaître et le comprendre, et surtout le transcender ensemble, est en effet le meilleur moyen de garantir que cela ne se reproduise plus. Cette réconciliation doit se poursuivre et permettre aux familles de retourner dans leurs communautés. L'importance de cette réconciliation ne peut pas être sous-estimée, notamment afin d'éviter de créer un nouvel espace dont Daech pourrait profiter.

Deuxièmement, le Gouvernement a déjà pris des initiatives importantes et courageuses en matière de réforme du secteur de sécurité. Il faut les continuer. De plus, bien que l'État islamique soit vaincu militairement, les causes qui ont permis à Daech de se développer demeurent. Il faut tout faire pour éviter sa résurgence.

Finalement, nous encourageons l'Iraq à poursuivre sa politique d'engagement constructif avec ses voisins. Les principes fondamentaux du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale devraient guider les actions de tous les acteurs. Nous appelons à un engagement commun de la part de la région et de la communauté internationale dans ce sens.

**M. Adom** (Côte d'Ivoire) : Je voudrais adresser mes chaleureuses félicitations à vous-même, Madame la Présidente, et à votre équipe à l'occasion de cette première séance publique du mois de décembre, consacrée à la

situation en Iraq, et qui marque le début de la présidence américaine du conseil. Je voudrais également exprimer mes remerciements à l'Ambassadrice Karen Pierce et toute son équipe pour la parfaite conduite des travaux du Conseil, ainsi que pour la pertinence des thèmes développés durant le mois de novembre sous la présidence du Royaume-Uni.

Je félicite, enfin, pour la qualité de leurs exposés M<sup>me</sup> Jeanine Hennis-Plasschaert, Représentante spéciale du Secrétaire général; Mgr Bashar Matti Warda, archevêque d'Erbil; et M. Robert Mardini, Observateur permanent du Comité International de la Croix Rouge auprès de l'Organisation des Nations Unies. Je félicite également M. Mardini pour les fonctions importantes qui viennent de lui être conférées, et lui souhaite succès et réussite.

La Côte d'Ivoire observe avec une vive préoccupation que depuis quelques mois l'Iraq traverse une crise sociopolitique marquée par de violents affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants pacifiques. Cette crise ne semble pas connaître de répit, malgré la démission annoncée ces derniers jours du Premier Ministre Adil Abd Al-Mahdi. Ces affrontements, qui ont entraîné une grave détérioration de la situation sécuritaire, auraient occasionné plusieurs centaines de morts et plus d'un millier de blessés, ainsi que d'importants dégâts matériels. Mon pays tient à déplorer cette spirale de violence qui compromet gravement les acquis démocratiques et politiques et fait encourir à l'Iraq un grand risque d'instabilité. C'est pourquoi il n'est pas vain de réclamer la mise en application rigoureuse du principe de la reddition des comptes en identifiant les coupables des faits criminels. Il est tout aussi important que soit respectés l'unité, l'indépendance et la souveraineté du pays, ainsi que le principe de la non-immixtion dans les affaires intérieures de l'Iraq.

Face à la gravité de la situation et faisant écho à l'appel du Secrétaire général, mon pays exhorte les autorités irakiennes à s'abstenir d'un usage disproportionné de la force, et appelle toutes les parties à la retenue. Il est en effet impérieux que les parties irakiennes puissent œuvrer, avec l'appui de la communauté internationale, à la cessation immédiate de la violence, en vue de régler pacifiquement les différends et répondre aux aspirations profondes des populations. À cet égard, ma délégation appuie les recommandations du 11 novembre 2019 issues des consultations de la Représentante spéciale du Secrétaire général avec les

autorités irakiennes et les manifestants, prévoyant des mesures à court, moyen et long terme en vue de mettre fin à la crise. À ce propos, la Côte d'Ivoire voudrait exhorter le Gouvernement irakien à entreprendre les réformes nécessaires et à prendre les mesures urgentes, afin d'éviter les risques d'un embrasement généralisé du pays, qui, rappelons-le, continue de faire face à des défis liés à la présence du groupe terroriste Daech sur son territoire.

Les derniers développements de la situation régionale, marquée par des opérations militaires à la frontière turco-syrienne, ont entraîné l'évasion de plusieurs combattants de Daech de leurs centres de détention, amplifiant la crainte d'une résurgence des actes de ce mouvement terroriste en Iraq. À cet égard, la réunion du Conseil du 26 novembre, sur l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes (UNITAD) (voir S/PV.8675), avait mis en exergue la coopération constructive entre la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), l'UNITAD et le Gouvernement irakien dans la lutte contre l'État islamique d'Iraq et du Levant. Mon pays se félicite des progrès réalisés en la matière et souligne l'impérieuse nécessité de mettre en œuvre le principe de reddition des comptes pour les crimes commis par Daech, en vertu des dispositions de la résolution 2379 (2017), afin de garantir le droit aux victimes à la justice, dans le cadre de procès équitables.

Au regard des défis multiformes auxquels l'Iraq est confronté, il est plus que jamais nécessaire que la communauté internationale apporte son appui aux efforts de reconstruction et de développement du pays afin d'aider à consolider la paix toute précaire observée. Il y va également de la paix et de la sécurité sous-régionales et internationales. Par ailleurs, concernant la situation humanitaire encore alarmante dans certaines régions irakiennes, la Côte d'Ivoire exhorte également la communauté internationale à poursuivre ses efforts pour la mobilisation des ressources nécessaires au financement du Plan d'intervention humanitaire des Nations Unies pour 2019, d'un montant de 611,7 millions de dollars.

S'agissant de la Région du Kurdistan, la Côte d'Ivoire appelle à la poursuite de la coopération entre le Gouvernement fédéral et le Gouvernement de la Région du Kurdistan. Le dialogue doit être maintenu afin de trouver des solutions mutuellement satisfaisantes aux questions résiduelles, notamment en ce qui concerne

le partage des ressources pétrolières et la dette du Kurdistan.

Enfin, au niveau régional, ma délégation se réjouit de la poursuite de la coopération entre les Gouvernements irakien et koweïtien, à l'effet d'apporter une solution définitive à la question des ressortissants koweïtiens portés disparus, ainsi qu'à celle ayant trait à la restitution des biens saisis.

Pour conclure, la Côte d'Ivoire réitère son plein appui à la MANUI, ainsi qu'à la Représentante spéciale du Secrétaire général, pour leur engagement continu en faveur de la paix, de la stabilité et du développement durable en Iraq.

**M<sup>me</sup> Wronecka** (Pologne) (*parle en anglais*) : Je tiens à vous féliciter, Madame la Présidente, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de décembre. Il nous plaît de vous offrir notre plein appui et de vous souhaiter bonne chance. Je voudrais aussi féliciter l'Ambassadrice Karen Pierce du brio avec lequel elle a dirigé les travaux du Conseil et remercier l'équipe du Royaume-Uni de son engagement.

Je voudrais à présent remercier de leurs exposés la Représentante spéciale du Secrétaire général, M<sup>me</sup> Jeanine Hennis-Plasschaert; l'archevêque d'Erbil, Mgr Bashar Matti Warda; et l'Observateur permanent du Comité international de la Croix-Rouge auprès de l'Organisation des Nations Unies, M. Robert Mardini.

C'est avec une vive préoccupation que la Pologne suit les événements en cours en Iraq, où les gens ont exercé leur droit fondamental d'exprimer leurs préoccupations. Nous sommes alarmés par le nombre élevé de morts et de blessés enregistrés au cours des manifestations, ainsi que par l'utilisation continue de munitions contre les manifestants, causant ainsi d'autres pertes de vies. Nous condamnons avec force tous les actes de violence, notamment les attaques qui auraient été menées par des entités armées contre les manifestants, ce qui entrave l'expression des revendications légitimes. Nous appelons tous les acteurs à faire preuve d'un maximum de retenue et demandons instamment aux autorités et aux forces de sécurité irakiennes de protéger la vie des manifestants, de respecter les droits à la liberté d'expression et de réunion et d'ouvrir rapidement des enquêtes indépendantes et crédibles afin que tous les auteurs d'actes de violence en répondent.

Les faits survenus ces derniers mois sont un rappel cruel que les aspirations légitimes des citoyens irakiens à un gouvernement efficace et responsable, à



de meilleures perspectives d'emploi et à la fourniture de services publics de base n'ont pas été satisfaites. C'est pourquoi il est primordial, à notre sens, de redoubler d'efforts pour satisfaire ces préoccupations légitimes au moyen d'un dialogue pacifique et inclusif qui offrirait des avantages concrets à tous les Iraquiens. Établir une bonne gouvernance, créer des perspectives d'emploi, améliorer la vie de la population, lutter contre la corruption et promouvoir le développement économique doivent être la priorité absolue. Nous prenons note des mesures prises par les autorités irakiennes pour répondre aux revendications des manifestants, notamment des efforts visant à trouver des solutions législatives qui répondent aux appels du public à des élections crédibles, libres et régulières, et nous encourageons la classe politique irakienne à s'unir aux fins d'une mise en œuvre rapide des réformes dont le pays a tant besoin. Nous nous félicitons aussi de la nomination de M<sup>me</sup> Suha Ali Bek au poste de Ministre de l'éducation. Elle devient ainsi la première femme membre du Gouvernement irakien.

Pour la stabilité à long terme en Iraq, la promotion de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale est un facteur décisif. Nous encourageons les autorités irakiennes à continuer de s'attaquer à cette question importante, notamment en faisant en sorte que les auteurs de violations des droits de l'homme répondent de leurs actes et en assurant la protection des groupes vulnérables, y compris les minorités religieuses et ethniques.

Il est également primordial de faire progresser la stabilisation et la reconstruction des zones qui ont été reprises à Daech. Il est indispensable de reconstruire les infrastructures endommagées et de rétablir une administration, une sécurité et des services publics efficaces pour créer les conditions propices à un retour volontaire, dans la dignité et en toute sécurité, des déplacés, ainsi qu'à leur réintégration et à leur réinstallation.

Ce dont l'Iraq a plus que jamais besoin aujourd'hui, c'est de calme et de stabilité pour relever les défis et ouvrir la voie à une paix, un développement et une prospérité durables. Je tiens à saluer les efforts des dirigeants irakiens visant à promouvoir une politique régionale équilibrée et une collaboration constructive avec tous leurs voisins. Dans ce contexte, nous nous félicitons des progrès importants réalisés à ce jour sur la question des Koweïtiens portés disparus et des biens koweïtiens disparus.

Pour terminer, nous réaffirmons notre appui indéfectible à l'unité, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Iraq et nous nous félicitons des efforts considérables que la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq, et en particulier la Représentante spéciale du Secrétaire général, déploient pour aider les autorités irakiennes.

**M. Schulz** (Allemagne) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je m'associe aux autres orateurs pour vous féliciter, Madame la Présidente, de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois de décembre, et pour vous remercier d'avoir organisé la présente séance en faisant en sorte que nous puissions profiter de la lumière du jour.

Je voudrais tout d'abord remercier de leurs exposés éclairants la Représentante spéciale du Secrétaire général, M<sup>me</sup> Jeanine Hennis-Plasschaert, M. Robert Mardini et Mgr Bashar Matti Warda.

Comme de nombreux orateurs l'ont souligné avant moi, l'Iraq est aujourd'hui à la croisée des chemins, et il est profondément troublant de constater que ce qui était à l'origine des manifestations pacifiques ont maintenant fait plus de 400 morts et des milliers de blessés à la suite d'affrontements violents entre manifestants et forces de sécurité. Je voudrais répéter, dans ce contexte, ce que nous avons déjà dit à maintes reprises : le droit de manifester pacifiquement, tel qu'il est consacré par la Constitution irakienne, doit être garanti. En conséquence, nous appelons toutes les parties à faire preuve de retenue et à s'abstenir de recourir à la violence.

En tant qu'amie de l'Iraq, l'Allemagne est profondément attristée de constater que tant de vies ont été perdues. Nous déplorons le recours excessif à la force par les forces de sécurité contre les manifestants. Les principes de nécessité et de proportionnalité doivent être respectés, et tous les cas dans lesquels les agissements des forces de sécurité ont entraîné la mort ou des blessures doivent rapidement faire l'objet d'enquêtes transparentes. Nous sommes également profondément préoccupés par les informations faisant état d'arrestations illégales, d'assassinats et d'enlèvements, et nous tenons à souligner que toute tentative visant à menacer des personnes et à les empêcher d'exercer leurs droits fondamentaux à la liberté d'expression et de réunion pacifique est inexcusable.

Il en va de même pour les informations faisant état du ciblage et de l'enlèvement de membres du personnel médical dans le cadre des manifestations. Si de tels

actes se sont effectivement produits, ils constituent des violations flagrantes du droit international humanitaire et de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité.

Le dernier élément de la longue liste de préoccupations que nous voulons soulever en tant qu'amis concerne les informations faisant état de demandes de fermeture temporaire de plusieurs stations de radio et de télévision. Couplées aux attaques répétées contre des journalistes par des auteurs non identifiés, cela représente une détérioration inquiétante de la liberté de la presse en Iraq dans le contexte des manifestations en cours. Selon nous, la liberté de la presse constitue la base d'un débat et d'un échange de vues publics et ouverts à tous, ce qui est également une condition préalable à la stabilité et au développement durables.

En ce qui concerne les derniers événements en date, je voudrais dire que nous respectons la décision du Premier Ministre Adil Abd Al-Mahdi de présenter sa démission pour tenter de sortir de la crise actuelle. Alors qu'un nouveau gouvernement est en cours de formation, il est crucial que des réformes clefs soient rapidement mises en œuvre afin que les institutions publiques regagnent la confiance de la population et qu'il soit remédié au climat de colère et de désillusion. Ce nouveau gouvernement doit, tout en suivant les processus constitutionnels, être formé rapidement. Le temps presse, comme nous l'avons entendu aujourd'hui à de nombreuses reprises.

Nous ne devons pas oublier les centaines de milliers d'Iraqiens qui manifestent pacifiquement et qui continuent de formuler des revendications sérieuses et légitimes : la fin de la corruption, la stimulation de la croissance économique et de l'emploi, la fourniture de services publics fiables, une gouvernance prudente et impartiale, des élections crédibles, ainsi qu'une réforme plus large du système politique, y compris des amendements à la loi électorale et à la Constitution. L'Allemagne se félicite en particulier des premières mesures prises pour lutter contre la corruption. Comme la Représentante spéciale du Secrétaire général l'a dit dans son exposé, les mesures anticorruption seront cruciales, et nous exhortons toutes les parties concernées à poursuivre leurs efforts. La lutte contre la corruption est essentielle à la mise en place d'institutions publiques viables et réceptives et à la restauration de la confiance du public.

L'Allemagne est prête à aider l'Iraq à mener à bien les réformes qui s'imposent. Nous nous impliquons déjà dans des secteurs clefs pour améliorer

les infrastructures, par exemple dans le domaine de l'approvisionnement en électricité, et pour aborder des questions telles que le chômage des jeunes et la réforme administrative. Depuis 2014, nous avons contribué à hauteur de 2,2 milliards d'euros pour aider le pays dans son développement. La stabilisation, le relèvement et la reconstruction ne peuvent réussir que si tous les acteurs, y compris le Gouvernement iraquien, intensifient leurs efforts et accroissent leur appui financier.

Nous saluons les efforts déployés par la Représentante spéciale du Secrétaire général et par la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq pour engager des discussions avec un large éventail de parties prenantes irakiennes afin d'examiner les différents aspects des réformes nécessaires et le projet de feuille de route proposant des mesures concrètes pour lancer des réformes fondées sur ces discussions. Nous nous associons à l'appel lancé par la Représentante spéciale du Secrétaire général en faveur d'une action immédiate et nous appelons toutes les parties irakiennes à engager un dialogue constructif.

La plupart des manifestants sont des jeunes qui réclament un avenir meilleur et la fin du chômage, des inégalités dans la fourniture des services de base et de la corruption. Nous exhortons les pouvoirs publics à leur permettre d'exprimer leurs griefs de manière pacifique, mais aussi à saisir cette occasion pour tendre la main à la prochaine génération afin de bâtir un avenir meilleur pour le pays.

Avant de conclure, je voudrais aborder brièvement trois autres questions importantes. La première est la question des relations entre Bagdad et Erbil, comme l'ont mentionnée de nombreux autres orateurs. Nous encourageons vivement les deux parties à poursuivre leur dialogue intensif afin d'améliorer encore les relations entre le Gouvernement fédéral et le Gouvernement de la Région du Kurdistan et de trouver des solutions durables aux questions en suspens, en particulier concernant le pétrole, le partage des recettes et les mesures de sécurité.

Deuxièmement, je voudrais revenir très brièvement sur notre débat de mardi dernier sur l'application du principe de responsabilité (voir S/PV.8675). Nous voudrions redire notre plein appui à l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes ainsi qu'au Conseiller spécial Karim Asad Ahmad Khan et à son équipe. L'obligation de rendre des comptes est une condition préalable à la

réconciliation et au retour des quelque 1,5 million de déplacés en Iraq.

Enfin troisièmement, nous saluons les efforts déployés par l'Iraq, le Koweït, le Comité international de la Croix-Rouge et la Commission tripartite, et espérons que de nouveaux progrès seront réalisés sur l'important dossier des Koweïtiens portés disparus et des biens koweïtiens disparus.

**M<sup>me</sup> Mele Colifa** (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Tout d'abord, je tiens à vous remercier, Madame la Présidente, ainsi que votre délégation, d'avoir programmé cette importante séance pendant le mois de votre présidence. Nous vous souhaitons plein succès dans l'exercice de votre mandat. Nous félicitons la délégation britannique pour le brio avec lequel elle a dirigé les travaux du Conseil au cours de sa présidence en novembre dernier.

Nous remercions de leurs excellents exposés M<sup>me</sup> Jeanine Hennis-Plasschaert, Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Iraq et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI); M. Robert Mardini, Observateur permanent du Comité international de la Croix-Rouge auprès de l'Organisation des Nations Unies; et Mgr Bashar Matti Warda, archevêque d'Erbil. Les détails qu'ils viennent de nous fournir nous aident à analyser correctement la situation actuelle en Iraq.

La République de Guinée équatoriale est profondément préoccupée par l'évolution récente de la situation en Iraq. Le 1<sup>er</sup> décembre, le Parlement iraquien a approuvé en session extraordinaire la démission présentée par le Premier Ministre sortant, Adil Abd Al-Mahdi, à la suite des manifestations tendues qui se déroulent depuis le début octobre sur la place Tahrir à Bagdad, et qui ont fait plus de 400 morts, et pas moins de 6 000 blessés, dont plusieurs membres des forces de sécurité, ainsi que de nombreux dégâts matériels. Nous présentons nos condoléances au Gouvernement iraquien et à toutes les familles endeuillées par ces pertes tragiques. Nous regrettons que ces marches aient pris de telles proportions. Nous appelons donc toutes les parties à veiller à ce que les actes inutiles qui ont envenimé les événements ne se reproduisent pas à l'avenir. Les citoyens ont le droit de manifester pacifiquement et les forces de sécurité doivent jouer un rôle responsable qui assure la protection de toutes les personnes et de leurs biens.

Nous respectons les préoccupations de la population qui exige une gouvernance efficace, propre à répondre aux besoins des citoyens et à assurer un fonctionnement propice à la confiance. Il est donc temps que tous les partis politiques en Iraq mettent de côté les individualismes et fassent passer l'intérêt national en premier, en évitant les blocages qui entravent le fonctionnement normal des institutions chargées de remédier aux problèmes de la population.

Nous ne pouvons pas laisser l'Iraq déborder de nouveau; toutes les parties doivent se battre pour préserver les avancées significatives réalisées ces dernières années, telles que la victoire territoriale sur l'État islamique d'Iraq et le Levant (EIIL), ainsi que l'aboutissement des processus électoraux nationaux et régionaux menés dans le pays après cette victoire. Ces réalisations sont extrêmement importantes et c'est là-dessus que repose le futur développement du pays.

La délégation équato-guinéenne se félicite des consultations extensives qui ont eu lieu récemment entre l'exécutif et les dirigeants politiques et qui ont permis, au cours de l'année qui s'achève, de venir à bout de la stagnation qui, pendant plusieurs mois, a empêché la formation complète du Gouvernement, soulignant ainsi l'importance d'un dialogue pacifique et ouvert entre les parties pour avancer sur la voie de la réconciliation et de la consolidation de l'État iraquien.

Nous sommes d'accord avec le rapport du Secrétaire général :

« Le Gouvernement a accepté un premier train de mesures et s'est engagé en faveur du dialogue; il est dans la bonne voie. Toutefois, ces mesures doivent être exécutées rapidement si l'on veut répondre aux revendications légitimes et persistantes du peuple iraquien » (*S/2019/903, par. 90*).

Nous accueillons avec satisfaction les visites bilatérales de haut niveau entre le Gouvernement fédéral et celui de la Région du Kurdistan, qui en sont au stade des négociations en vue de résoudre, entre autres, les questions en suspens concernant le pétrole, le partage des recettes et les mesures de sécurité. Nous les encourageons à continuer d'œuvrer à la conclusion d'accords mutuellement avantageux.

Nous saluons les efforts persistants déployés par les forces de sécurité irakiennes pour éradiquer définitivement les cellules de l'EIL, qui continuent de livrer de fréquentes attaques asymétriques contre la

population. L'évolution de la situation politique en Iraq atteste d'un fonctionnement normal des institutions du pays, ce qui est la preuve que les principes démocratiques sont respectés. La prochaine étape doit donc être la nomination d'un nouveau premier ministre pour combler cette importante vacance.

Avant de terminer, je voudrais dire notre satisfaction devant les efforts déployés par le Gouvernement iraquien s'agissant des questions liées au Koweït voisin. Nous nous félicitons de la récente remise de livres et nous espérons que d'autres efforts seront fournis dans ce sens.

Enfin, je voudrais, d'une part, condamner toute initiative visant à inverser le processus déjà en cours en Iraq et, d'autre part, rendre hommage à M<sup>me</sup> Jeanine Hennis-Plasschaert et à la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq, qui s'acquittent auprès des autorités et du peuple irakiens d'un immense travail pour les appuyer dans leur tâche difficile et complexe de reconstruction du pays.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Iraq.

**M. Bahr Aluloom** (Iraq) (*parle en arabe*) : Pour commencer, je félicite la Représentante permanente des États-Unis de l'accession de son pays à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois, et je lui souhaite plein succès. Je remercie également la Représentante permanente du Royaume-Uni des efforts qu'elle a déployés à la tête du Conseil en novembre.

Je sais gré à M<sup>me</sup> Hennis-Plasschaert, Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Iraq et Cheffe de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) pour son exposé sur la situation en Iraq pour la période de juillet à octobre. Je me félicite de l'exposé de M. Mardini, Observateur permanent du Comité international de la Croix-Rouge auprès de l'Organisation des Nations Unies. Je suis également reconnaissant à Mgr Warda de sa présence et de son exposé, malgré quelques réserves sur certains passages.

Après les incidents ayant fait des victimes au cours des manifestations pacifiques qui ont eu lieu dans mon pays, je présente mes condoléances aux familles des martyrs – puissent-ils reposer en paix – et mes vœux de prompt rétablissement aux blessés.

Cela fait plus d'un mois que des manifestations populaires ont commencé à Bagdad et dans les villes du sud du pays. Le peuple iraquien a exprimé avec

éloquence son opinion sur le système politique et électoral en place dans le pays, l'action du Gouvernement et les réformes nécessaires dans les secteurs politique, juridique et public. Ces brillantes manifestations ont été entachées par la présence de groupes illégaux qui ont attaqué les manifestants et les forces de sécurité, faisant un certain nombre de victimes. Ces groupes n'avaient rien à voir avec les manifestations. Ils se sont servis des manifestations comme d'une couverture et ont utilisé les manifestants comme des boucliers humains pour bloquer les routes, se livrer à des incendies criminels et des pillages et attaquer les forces de sécurité au moyen de cocktails Molotov, de grenades à main, d'armes à feu et d'armes blanches. Ils ont également perturbé le fonctionnement des écoles et des ports. À cet égard, je saisis l'occasion pour clarifier certains points de fond.

Le Gouvernement iraquien reconnaît pleinement le droit de manifester au titre des droits garantis par la Constitution iraquienne, comme l'indique la déclaration faite par le Premier Ministre le 4 novembre. Le Gouvernement est déterminé à donner au peuple iraquien la possibilité de prendre la parole et d'exprimer ses revendications sans porter atteinte à l'ordre public ni détruire les propriétés publiques ou privées.

Nous ne nous épargnerons aucun effort pour répondre à toutes les revendications légitimes des manifestants, en particulier celles qui appellent à des réformes économiques et politiques vitales, par les mécanismes constitutionnels pertinents. À cet égard, le Gouvernement iraquien mène des enquêtes, dont le suivi est assuré au plus haut niveau, pour identifier les groupes illégaux qui ont infiltré les manifestations. Ces groupes s'en prennent aux manifestants et aux forces de sécurité. Ils ont également attaqué des bâtiments publics, la Banque centrale, des maisons d'édition et des organes de presse, et ont récemment incendié plusieurs magasins dans la rue Al-Rasheed, sur la place Al-Khulani et dans les environs, faisant 300 martyrs et blessant plus de 1 500 personnes parmi les manifestants et les forces de sécurité.

À cet égard, le rapport du Secrétaire général sur la situation en Iraq (S/2019/903) évoque les événements et les manifestations qui ont eu lieu récemment en Iraq et fait état d'un certain nombre de violations liées à l'usage de la violence contre les manifestants. Nous soulignons que le Gouvernement iraquien a protégé les manifestants et dissuadé toute attaque à leur encontre, conformément à la Constitution. Des instructions strictes contre l'utilisation de balles réelles et d'armes létales restent en



vigueur. Les forces de sécurité n'entrent pas en contact avec les manifestants et ne les attaquent pas. Bien au contraire, elles ont adopté une position défensive, même si les groupes illégaux qui ont infiltré les manifestants ont pris d'assaut les postes de contrôle des ponts Sinak et Joumhouriyé et attaqué des installations publiques et gouvernementales.

Le Premier Ministre a ordonné la création de comités spéciaux pour mener des enquêtes véritablement transparentes, traduire en justice les coupables et déférer ces affaires aux autorités judiciaires compétentes pour qu'elles enquêtent sur ces violations et identifient les personnes qui ont pris les manifestants pour cible. Le Gouvernement a également décidé de prendre en charge les frais médicaux de tous les blessés, que ce soit parmi les membres des forces de sécurité ou les manifestants pacifiques.

Je voudrais citer une déclaration faite par le Premier Ministre Adil Abd Al-Mahdi concernant la suspension temporaire des services Internet :

« Le monde numérique est une réalité contemporaine et un droit pour tous. Toutefois, lorsqu'elles défendent les droits du public, les autorités sont tenues de restreindre ce droit lorsqu'elles constatent qu'il est utilisé pour promouvoir la haine et la violence et perturber l'ordre public ».

Les services Internet sont maintenant rétablis. Le Gouvernement iraquien a également condamné toutes les tentatives visant à mettre en danger la sécurité de l'Iraq ou à causer du tort au peuple iraquien, notamment les enlèvements et les attaques contre des manifestants menées par des groupes illégaux. Le Gouvernement prendra les mesures qui s'imposent pour placer toutes les armes sous l'autorité de l'État, dans le droit fil des efforts déployés jusqu'à présent en la matière. En réponse aux revendications des manifestants et à l'appel lancé par l'autorité religieuse suprême à Najaf – qui a publié plusieurs déclarations à l'appui des revendications exprimées par les demandes des manifestants, a appelé le Gouvernement à s'acquitter de sa responsabilité de protéger les manifestants, et a demandé au Gouvernement et au Parlement de prendre les mesures qui s'imposent pour accélérer le processus de réforme, tout en condamnant les ingérences extérieures qui tentent de récupérer les manifestations au service d'objectifs qui vont à l'encontre des intérêts de l'Iraq et de son peuple –, le Gouvernement iraquien a engagé des réformes de grande envergure en consultation avec les parties

concernées, notamment la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI). Ces mesures sont conformes aux décisions pertinentes du Gouvernement, à savoir les décisions 340, 341, 363 et 364, qui prévoient notamment l'adoption de lois visant à promouvoir la justice sociale et à appuyer les efforts déployés par le Conseil supérieur de la magistrature pour lutter contre la corruption.

Par exemple, le Gouvernement a adopté une loi visant à éliminer les privilèges financiers accordés aux fonctionnaires irakiens, ainsi qu'une nouvelle loi sur la retraite qui devrait permettre de créer 300 000 emplois. Le Gouvernement a également présenté au Parlement un nouveau projet de loi électorale, ainsi qu'un projet de loi portant création de la Haute Commission électorale indépendante. Le Parlement a examiné en première lecture ces deux projets de loi le 19 novembre. Il a également créé la Commission de la réforme constitutionnelle, qui, à son tour, a appelé toutes les parties concernées en Iraq, notamment les universitaires, les journalistes, les militants et la société civile, à contribuer au processus de révision de la Constitution pour répondre aux besoins de la société et aux revendications des manifestants. Cela a été fait en coopération avec des experts des Nations Unies.

Dans ce contexte, je souligne le rôle directeur que joue la MANUI, conformément à son mandat, en engageant et en renforçant le dialogue avec le Président, le Premier Ministre et le Président du Parlement sur les mesures à prendre pour répondre aux revendications des manifestants. Nous exhortons la MANUI à respecter son mandat, conformément à la résolution 2470 (2019).

En réponse au sermon prononcé par l'autorité religieuse suprême à Najaf, le vendredi 29 novembre, et aux revendications des manifestants, le Premier Ministre Adil Abd Al-Mahdi a remis sa démission au Parlement ce même jour pour lui permettre de former un nouveau gouvernement. Le Parlement a accepté sa démission le 1<sup>er</sup> décembre, et nous attendons que le Président de la République choisisse un nouveau candidat au sein de la majorité parlementaire, qui sera chargé de former un nouveau gouvernement.

Le Gouvernement iraquien a répondu aux revendications des manifestants de plusieurs manières. En plus des lois que j'ai mentionnées, plusieurs décisions ont été prises pour promouvoir la création d'emplois au moyen de subventions pour la mise en œuvre de petits projets, en recrutant des étudiants du supérieur dans les ministères irakiens et en autorisant des bénévoles

à intégrer le Ministère de la défense et le Ministère de l'intérieur, ainsi qu'en facilitant la distribution de terres et l'octroi de prêts pour construire de nouveaux logements dans les provinces les plus pauvres.

Nous avons également mis en place des nouveaux systèmes de protection et de sécurité sociales, ainsi qu'un système d'assurance maladie. Au niveau administratif, le Cabinet a créé le Conseil des services fédéraux, qui garantira la transparence du processus de recrutement des fonctionnaires irakiens.

Le Gouvernement continue de mettre en œuvre ses réformes pour relancer l'économie grâce à l'augmentation des recettes non pétrolières, à la promotion des investissements intérieurs et à l'élaboration d'un projet de loi portant création d'un conseil de reconstruction, tout en examinant et en promouvant les lois en vigueur sur l'investissement et en éliminant les obstacles aux investissements étrangers, en coopération avec tous les États amis, comme les États-Unis, la Russie et la Chine, l'Union européenne et d'autres.

Dernièrement, le Gouvernement est parvenu à rapatrier près de 80 % des personnes déplacées en déployant des efforts considérables pour créer les conditions nécessaires à des retours volontaires sur trois plans importants : la fourniture de services; la sécurité et la surveillance judiciaire et pénale; et le respect des exigences communautaires en matière de paix, concernant lesquelles le Gouvernement a signé un accord avec le Programme des Nations Unies pour le développement pour mettre en œuvre des projets à hauteur de 33 millions de dollars en vue de rétablir la stabilité dans les zones touchées.

Mon gouvernement est déterminé à accélérer le dépôt du projet de budget pour 2020, en s'attachant en priorité à augmenter les recettes non pétrolières, afin d'accroître la proportion du budget d'investissement, de créer un environnement économique favorable à la création d'emplois et d'appuyer une nouvelle série de réformes pour répondre aux exigences des manifestants.

Mon gouvernement tient également à renforcer et à intensifier les efforts visant à éliminer l'héritage des bandes terroristes de l'État islamique et à élaborer un plan d'action pour trouver une solution concernant les enfants recrutés par l'organisation terroriste, les combattants terroristes étrangers, les femmes et les veuves de terroristes et leurs enfants, ainsi que les survivants et victimes de viols commis par les terroristes, et pour renforcer les efforts de stabilisation

des zones libérées et répondre aux préoccupations en matière de sécurité et de droits de l'homme lorsque les éléments terroristes et leurs familles retournent en Iraq. Nous saluons les efforts des États qui ont accepté de se charger du sort de leurs ressortissants et de leur transfert dans leurs pays d'origine, et nous exhortons d'autres pays à recevoir leurs ressortissants, les femmes et les enfants qui ont purgé leurs peines et les enfants qui n'ont pas atteint l'âge légal de responsabilité pénale.

Le Gouvernement irakien affirme que la stabilité et la prospérité de l'Iraq sont dans l'intérêt régional commun. Sur la base de cette vision, nous affirmons l'attachement de l'Iraq au principe important de sa politique étrangère, stipulé dans la Constitution irakienne, à savoir que son territoire ne doit être le point de départ d'aucune menace à la sécurité des pays voisins. L'Iraq ne veut participer à aucune forme de conflit ni à aucun conflit en cours dans la région, compte tenu de l'étendue de sa responsabilité et de sa conviction qu'il est important de formuler une politique basée sur la création d'un équilibre qui contribue au maintien de la sécurité régionale et à empêcher que les conflits ne se transforment en affrontements militaires directs.

À cette fin, et aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales, l'Iraq affirme qu'il importe de déployer des efforts concertés et d'approfondir les consultations pour éviter une escalade et des tensions dans la région, et il appelle tous les États à épargner à l'Iraq les tensions régionales et leurs incidences néfastes sur la sécurité de la région. Le Gouvernement de mon pays souhaite également développer ses relations avec ses voisins, en soulignant l'adoption par l'Iraq démocratique de positions fermes dans sa politique étrangère en vue de renforcer la paix régionale.

La coopération avec l'État frère du Koweït occupe une place privilégiée parmi les priorités de l'Iraq et dans le cadre de la coopération avec l'ONU, où nous affirmons la volonté du Gouvernement irakien de respecter les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de n'épargner aucun effort pour les appliquer. À cet égard, j'ai le plaisir d'informer les membres du Conseil de sécurité des évolutions récentes relatives à ce dossier, en particulier en ce qui concerne le contenu du paragraphe 4 de la résolution 2107 (2013), notamment le rapatriement des dépouilles de 47 Koweïtiens portés disparus qui ont été retrouvés dans des charniers qui remontent à l'époque du système politique précédent; l'achèvement de la restitution par l'Iraq de tous les biens koweïtiens, dont le dernier chargement est parvenu aux

autorités koweïtiennes le 27 octobre; et la poursuite, via la Commission d'indemnisation des Nations Unies, du paiement des 3,5 milliards de dollars qui restent dus par l'Iraq au Koweït. Nous espérons avoir payé l'intégralité de cette somme en 2020.

Les relations bilatérales entre les deux pays frères ont également franchi des jalons importants, notamment les réunions régulières de la Commission mixte – dont la dernière en date a eu lieu en mai – qui contribuent à la réalisation de progrès significatifs dans des domaines de coopération conjointe. Dans ce contexte, nous apprécions sincèrement les efforts de l'État frère du Koweït, de son représentant permanent et de sa délégation permanente, qui promeuvent de façon avisée et responsable les questions arabes en leur qualité de membre du Conseil de sécurité, ce qui a clairement contribué à la consolidation de la paix et de la sécurité internationales.

La dynamique politique actuelle dans les rues de l'Iraq est une expression de l'évolution de la nature d'une culture politique collective et individuelle qui respecte le transfert pacifique du pouvoir par le biais des mécanismes constitutionnels. L'Iraq n'en est qu'au début de son parcours démocratique, qui évoluera avec le temps et grâce à une large participation populaire à la vie politique, avec la consolidation du rôle des institutions et de l'état de droit. Les manifestations actuelles soulignent l'atmosphère positive et encourageante qui pousse le système politique à examiner et réformer les lois et les réglementations publiques dans le pays, et le Gouvernement à compléter ces efforts, en coopération

avec le Parlement, pour trouver de meilleures solutions afin d'accélérer les réformes.

Les événements politiques récents dans mon pays, l'Iraq, illustrent une maturité politique croissante encouragée par le Gouvernement, qui respecte les droits et libertés garantis par la Constitution, notamment la liberté de manifestation et d'expression. Les jeunes qui participent aux manifestations ont grandi dans un environnement démocratique qui encourage ces droits, contrairement à la situation sous l'ancien régime, qui était dominée par la crainte liée à la répression brutale des libertés. L'avenir du processus politique sera donc marqué par des évolutions positives qui compléteront les initiatives qui ont permis de jeter les bases d'un nouvel Iraq démocratique, stable et sûr, respectueux du droit international et dont la coopération et l'ouverture sont les deux principes directeurs qui régissent ses relations extérieures.

Enfin, je réitère la volonté de mon pays de bâtir un Iraq prospère, en coordination et en coopération avec la communauté internationale, pour éliminer les ravages du terrorisme, accélérer la reconstruction et répondre aux exigences légitimes des manifestants afin d'atteindre les objectifs de développement durable et d'appliquer les décisions issues du programme gouvernemental, conformément aux lois nationales en vigueur.

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Il n'y a pas d'autre orateur ou oratrice inscrit sur ma liste. J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

*La séance est levée à 12 h 30.*